



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2019

Sommaire

1

Rapport semestriel d'activité.....03

2

Comptes consolidés semestriels résumés et notes annexes.....22

3

Rapport des CAC sur l'examen limité des comptes.....64

4

Déclaration des personnes physiques assumant la responsabilité du document.....67



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

I. RESULTAT CONSOLIDE DU PREMIER SEMESTRE 2019

1.1. INTRODUCTION

1.2. ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

1.3. LIQUIDITÉ ET SOURCES DE FINANCEMENT

1.4. FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE

II. CONCLUSION ET PERSPECTIVES 2019

III. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

IV. PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

V. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

VI. GLOSSAIRE

VII. ANNEXES

I. Les résultats consolidés du premier semestre 2019

1.1 . INTRODUCTION

Résultats semestriels en croissance à deux chiffres en données publiées comme en données comparables :

- **Revenu total** en hausse de 14,6% en données comparables et de 16,8% en données publiées à 777m€
- **EBITDA¹** en hausse de 14,6% en données comparables et de 23,0% en données publiées à 310m€
- **Résultat net, part du Groupe** en progression de 17,9%, atteignant 146m€

En données comparables, les performances du premier semestre 2019 sont supérieures aux objectifs de croissance annuelle :

- **Chiffre d'affaires opérationnel** : +14,4% (objectif annuel supérieur à 7%)
- **EBIT opérationnel²** : +14,9% (objectif annuel supérieur à 9%)
- **Marge brute d'autofinancement (FFO)³** : +22,8% (objectif annuel supérieur à 10%)

Confiant dans ses perspectives pour la seconde partie de l'exercice, Edenred attend un **EBIT record compris entre 520 et 550 millions⁴ d'euros** pour l'ensemble de l'année 2019, contre 461 millions d'euros en 2018.

¹ Cet agrégat est égal à l'excédent brut d'exploitation qui correspond au revenu total diminué des charges d'exploitation (hors amortissements et provisions).

² EBIT retraité des autres revenus.

³ Marge brute d'autofinancement avant autres charges et produits (Funds From Operations).

⁴ Calculé sur la base d'une hypothèse de taux de change moyen réel brésilien / euro au second semestre 2019 égal au taux réel au 30 juin 2019.

Compte tenu de la situation actuelle au Venezuela, les croissances en données comparables et les effets de change excluent temporairement ce pays.

Lors de sa séance du 22 juillet 2019, le Conseil d'administration a examiné les comptes consolidés semestriels du Groupe au 30 juin 2019.

Principaux agrégats financiers du premier semestre 2019 :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018	% Variation publiée	% Variation organique
Chiffre d'affaires opérationnel	748	640	+16,8%	+14,4%
Autres revenus (A)	29	25	+15,6%	+19,1%
Revenu total	777	665	+16,8%	+14,6%
EBITDA	310	251	+23,0%	+14,6%
EBIT opérationnel (B)	220	190	+15,6%	+14,9%
EBIT (A + B)	249	215	+15,6%	+15,4%
Résultat net, part du Groupe	146	124	+17,9%	

1.2 . ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

1.2.1 Revenu total

Au premier semestre 2019, le revenu total s'élève à **777 millions d'euros**, en progression de 14,6% par rapport à l'année 2018 en données comparables. La croissance publiée atteint 16,8%, prenant en compte sur la période des effets de périmètre positifs liés aux acquisitions réalisées ces derniers mois (+4,4%), des effets de change défavorables (-2,1%) et un impact légèrement négatif du Venezuela (-0,1%).

1.2.1.1 Chiffre d'affaires opérationnel

Le chiffre d'affaires opérationnel atteint 748 millions d'euros sur les six premiers mois de 2019, en progression de 14,4% en données comparables. Sur le semestre, la croissance publiée atteint 16,8% et prend en compte des effets de périmètre positifs (+4,5%), des effets de change défavorables (-2,1%) et un impact négatif lié au Venezuela (-0,1%).

Dans la continuité de l'année 2018, Edenred a enregistré au cours du premier semestre une croissance organique à deux chiffres de son chiffre d'affaires opérationnel dans chacune de ses lignes de métiers ainsi que dans chacune des zones géographiques où le Groupe est présent.

Cette performance illustre l'efficacité des leviers de croissance activés liés à l'excellence opérationnelle, dont le déploiement d'une politique commerciale multicanale et multiproduit, notamment tournée vers les PME. Elle reflète aussi les opportunités créées par les récents développements du Groupe en matière d'innovation digitale et produit, rendus possibles grâce aux ressources allouées pour faire évoluer

rapidement sa plateforme technologique globale. Edenred a ainsi pu accélérer le rythme d'internationalisation de ses programmes de paiement mobile désormais disponibles dans 16 pays et le rythme d'adoption de ses technologies de paiement app-to-app en France et en Belgique. De plus, le Groupe continue d'enrichir sa gamme de produits dans toutes les lignes de métiers, qu'il s'agisse de plateformes d'engagement des salariés ou de services à valeur ajoutée liés à la mobilité et à la gestion des dépenses professionnelles.

Enfin, Edenred a considérablement renforcé son offre de Services de paiement aux entreprises avec l'acquisition de CSI aux Etats-Unis.

- **Chiffre d'affaires opérationnel par ligne de métier**

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018	% Variation publiée	% Variation organique
Avantages aux salariés	472	420	+12,2%	+14,2%
Solutions de mobilité professionnelle	192	161	+19,3%	+15,4%
Solutions complémentaires	84	59	+43,1%	+13,2%
Total	748	640	+16,8%	+14,4%

Le chiffre d'affaires opérationnel des **Avantages aux salariés**, qui représente **63%** du chiffre d'affaires opérationnel du Groupe, atteint **472 millions d'euros** sur le premier semestre 2019, en hausse de **14,2%** en données comparables (+12,2% en données publiées). Au-delà de la forte croissance organique, le Groupe a intégré au cours du premier semestre les plateformes d'engagement des salariés Easy Welfare en Italie ainsi que Merits & Benefits et Ekvita en Belgique. Ces plateformes digitales innovantes répondent au besoin croissant des entreprises d'améliorer la fidélité, la motivation et le pouvoir d'achat de leurs employés. Via ces portails, ils ont accès à de multiples avantages aux salariés personnalisés et flexibles ainsi qu'à des offres promotionnelles dans un réseau de commerçants partenaires. Ces acquisitions viennent compléter l'offre d'Edenred, déjà présent dans cette activité en France, en Italie, au Royaume-Uni et en République tchèque.

Dans le domaine des **Solutions de mobilité professionnelle**, qui représente **26%** de l'activité du Groupe, le chiffre d'affaires opérationnel a progressé de **15,4%** en données comparables sur la période (+19,3% en données publiées), atteignant **192 millions d'euros**. Edenred a mis en place des outils efficaces pour dynamiser les ventes, notamment sur le segment des PME. Au cours du semestre, le Groupe a signé de nouveaux contrats avec des sociétés pétrolières telles que BP au Mexique ou des distributeurs tels que Carrefour en France. En Europe, la forte montée en puissance d'offres à destination des véhicules légers se poursuit et en Amérique latine, la solution innovante de gestion des frais professionnels *Empresarial* connaît un succès continu. Par ailleurs, l'intégration de TRFC au Royaume-Uni contribue pour la première fois ce semestre au chiffre d'affaires d'Edenred.

Le chiffre d'affaires opérationnel des **Solutions complémentaires**, qui regroupent les Services de paiement aux entreprises, les solutions de Motivation et récompenses ainsi que les Programmes sociaux atteint **84 millions d'euros** contre 59 millions d'euros au premier semestre 2018. La forte progression de 43,1% enregistrée au cours du premier semestre s'explique tout d'abord par la contribution de CSI, l'un des tout premiers fournisseurs de solutions automatisées pour le paiement interentreprises en Amérique du Nord, acquis début 2019. La croissance organique des Solutions complémentaires, est en hausse de **13,2%**, reflétant notamment la montée en puissance des Services de paiement aux entreprises : cartes de paiement virtuelles, paiement des factures fournisseurs, solutions dédiées aux frais

de voyage professionnels, solutions d'encaissement des virements, programmes sur mesure tels que celui développé pour IATA.

- **Chiffre d'affaires opérationnel par zone géographique**

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018	% Variation publiée	% Variation organique
Europe	422	362	+16,4%	+13,6%
Amérique latine	266	243	+9,9%	+14,5%
Reste du monde	60	35	+68,9%	+22,1%
Total	748	640	+16,8%	+14,4%

En **Europe**, le chiffre d'affaires opérationnel augmente de **13,6%** en données comparables (+16,4% en données publiées) et s'établit à **422 millions d'euros**. Cette zone représente **56%** du chiffre d'affaires opérationnel du Groupe.

En **France**, le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à **128 millions d'euros**, en hausse de **8,6%** en données comparables et en données publiées. Dans le domaine des Avantages aux salariés, le programme Ticket Restaurant connaît une forte croissance, portée par le gain de nouveaux clients, notamment sur le segment des PME, et par la migration de 60 000 porteurs de titres restaurant CM-CIC sur la plateforme digitale d'Edenred au cours du semestre. Les différentes innovations mises en place comme le paiement mobile ou le paiement direct sur les plateformes de livraison de repas, renforcent encore l'attractivité du programme Ticket Restaurant, sachant qu'en France, ce sont désormais plus de 900 000 porteurs de la carte Ticket Restaurant qui ont accès à ces fonctionnalités digitales. Edenred France bénéficie aussi de la bonne montée en puissance de sa plateforme d'engagement des salariés ProwebCE, et des solutions de cartes carburant en marque blanche pour de grands acteurs de la distribution comme Carrefour et Intermarché.

L'**Europe (hors France)** enregistre une croissance de **15,9%** en données comparables (+20,1% en données publiées) de son chiffre d'affaires opérationnel pour atteindre **294 millions d'euros** sur la période. Edenred tire profit de la poursuite de la digitalisation de ses solutions et de ses canaux de distribution, permettant à la fois un accès facilité au marché encore peu pénétré des PME et une amélioration du marketing mix dans toutes les lignes de métiers. La stratégie d'expansion paneuropéenne d'UTA se poursuit, avec une offre enrichie de nouveaux services de péage ou de maintenance des véhicules. Enfin, le chiffre d'affaires réalisé intègre les acquisitions récentes de TRFC au Royaume-Uni, d'Easy Welfare en Italie ainsi que de Merits & Benefits et Ekvita en Belgique.

Le chiffre d'affaires opérationnel en **Amérique latine** atteint **266 millions d'euros**, en croissance de **14,5%** en données comparables (+9,9% en données publiées). La région représente **36%** du chiffre d'affaires opérationnel du Groupe.

Au **Brsil**, le chiffre d'affaires opérationnel est en croissance de **12,3%** en données comparables (+7,1% en données publiées) sur les six premiers mois de l'année. Dans le domaine des Avantages aux salariés, Edenred réussit à capter de nouveaux clients dans un contexte où le taux de chômage reste élevé. Cette ligne de métier, dont la reprise progressive avait été amorcée au cours du deuxième trimestre de l'année 2018, a bénéficié d'un effet de base favorable au cours du semestre. Par ailleurs, les Solutions de mobilité professionnelle connaissent un fort développement commercial dans un marché encore peu pénétré sur lequel Edenred enrichit son modèle économique avec de nouvelles initiatives produits comme des solutions de péage ou de maintenance.

L'Amérique latine hispanique a enregistré une croissance du chiffre d'affaires opérationnel de **20,4%** en données comparables sur la période (+17,3% en données publiées). Cette croissance soutenue s'explique par la conquête de nouveaux clients, notamment sur le segment des PME, tant dans les Avantages aux Salariés que dans les Solutions de mobilité professionnelle. Sur ce dernier segment, le Groupe renforce sa position de leader au Mexique avec la signature de contrats exclusifs tels que BPfleet. Parallèlement, Edenred réplique différents programmes porteurs dans différents pays de la zone, à l'image de Ticket Car ou Empresarial. Enfin, la zone a bénéficié d'un effet de base de comparaison favorable au premier semestre.

Dans le **Reste du monde**, le chiffre d'affaires opérationnel atteint **60 millions d'euros**, en croissance de 68,9% en données publiées. Outre l'intégration de CSI en Amérique du Nord au début du semestre, cette zone a connu une forte croissance organique de **22,1%** sur la période, s'expliquant notamment par la bonne performance de l'activité de cartes salaires aux Émirats arabes unis et de programmes innovants de Motivation et récompenses à Taiwan.

1.2.1.2 Autres revenus

Les autres revenus atteignent 29 millions d'euros, en hausse de **19,1% en données comparables**, et de 15,6% en données publiées. Cette hausse s'explique en partie par une nouvelle progression du *float*⁵, reflet de la bonne dynamique de croissance dans les diverses lignes de métiers. Par ailleurs, certains pays européens ne faisant pas partie de la zone euro ont connu une légère hausse de leurs taux d'intérêts au cours du semestre. Enfin, les autres revenus bénéficient d'une base de comparaison favorable.

1.2.2 EBITDA

Sur le premier semestre 2019, l'**EBITDA** atteint **310 millions d'euros**, contre 251 millions d'euros en 2018 sur la même période, en hausse de **14,6% en données comparables** et de 23,0% en données publiées. Le taux de marge d'EBITDA atteint 39,9%, en hausse de 2 points par rapport à l'année précédente.

1.2.3 EBIT

Sur les six premiers mois de l'année 2019, l'EBIT progresse de **15,6% en données publiées** et atteint **249 millions d'euros**. En données comparables, il augmente de 34 millions d'euros, soit une hausse de 15,4%. Les effets de change impactent négativement l'EBIT à hauteur de 3,1%. Les effets de périmètre ont un impact positif de 7 millions d'euros sur la période, soit 3,3%.

L'EBIT de 249 millions d'euros à fin juin 2019 est composé de l'EBIT opérationnel, qui s'élève à 220 millions d'euros, et des autres revenus à hauteur de 29 millions d'euros.

L'EBIT opérationnel s'établit à **220 millions d'euros**, en hausse de 15,6% en données publiées, et de **14,9% en données comparables**.

- **EBIT opérationnel par zone géographique :**

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018	% Variation publiée	% Variation organique
Europe	130	110	+17,5%	+13,2%
Amérique latine	91	85	+7,9%	+12,8%
Reste du monde	7	2	+225,6%	+102,6%

⁵ Le float correspond à une partie du besoin en fonds de roulement d'exploitation relative au pré-chargement de fonds par les entreprises clientes.

Holding et autres	(8)	(7)	+13,6%	-14,0%
Total	220	190	+15,6%	+14,9%

En Europe, l'EBIT opérationnel affiche une progression de 13,2% en données comparables et de 17,5% en données publiées. En Amérique latine, la croissance de l'EBIT opérationnel atteint 12,8% en données comparables et 7,9% en données publiées, illustrant notamment une amélioration des performances au Brésil. En données publiées, la zone subit en revanche des effets de change négatifs.

La marge d'EBIT opérationnel du Groupe s'établit à 29,4% au premier semestre 2019. En données comparables, l'amélioration de 0,1 point de la marge opérationnelle résulte d'un bon levier opérationnel partiellement compensé par le réinvestissement de certains gains de productivité dans des dépenses d'innovation et de technologie au service de la croissance du Groupe. En données publiées, la marge d'EBIT opérationnel est en léger recul de 0,3 point, incluant un effet relatif des dernières acquisitions et l'impact négatif du change sur le mix géographique.

1.2.4 Résultat financier

Au 30 juin 2019, le **résultat financier** du Groupe ressort à **-14 millions d'euros** contre -15 millions d'euros au 30 juin 2018.

Le coût de l'endettement brut s'est élevé à -29 millions d'euros au premier semestre 2019. Avec les effets des instruments de couverture et les produits générés par la trésorerie et les autres placements de trésorerie qui ont représenté 22 millions d'euros, le coût de l'endettement net s'établit à -7 millions d'euros sur ce semestre.

Les postes des autres produits financiers et autres charges financières sont principalement constitués de frais bancaires, d'agios et d'intérêts divers, de charges à répartir et de primes d'émission d'emprunt et de dépréciations à caractère financier.

1.2.5 Résultat avant impôts

Le **résultat avant impôt** s'établit à **229 millions d'euros** contre 203 millions d'euros au 30 juin 2018.

1.2.6 Impôts

La **charge d'impôt** s'élève à **69 millions d'euros** au 30 juin 2019 contre 61 millions d'euros au 30 juin 2018.

Le taux effectif d'impôt passe de 30,4% au 30 juin 2018 à 30,1% au 30 juin 2019. Son calcul est détaillé au chapitre 2 ci-après, en note 7 annexe aux comptes consolidés.

1.2.7 Résultat net

Le résultat net part du Groupe s'établit à 146 millions d'euros au premier semestre 2019, en progression de 17,9% par rapport au premier semestre 2018.

Les autres charges et produits, à hauteur de -12 millions d'euros contre -3 millions d'euros en juin 2018, intègrent notamment des charges exceptionnelles de -4 millions d'euros liées aux frais engagés pour les acquisitions.

Le résultat net prend également en compte le résultat financier à hauteur de -14 millions d'euros, les charges et produits d'impôt pour -69 millions d'euros, ainsi que des intérêts minoritaires de -14 millions d'euros.

1.3 . LIQUIDITE ET SOURCES DE FINANCEMENT

1.3.1 Flux de trésorerie⁶

(en millions d'euros)	Jun 2019	Jun 2018
Résultat net, part du Groupe	146	124
Part des intérêts ne conférant pas le contrôle	14	18
Quote-part des sociétés mise en équivalence	(6)	(6)
Amortissement et variation des provisions d'exploitation	67	34
Impôts différés	8	7
Charges liées au paiement en actions	7	7
Impact non cash des autres charges et produits	(14)	(1)
Différence entre impôt décaissé et charge d'impôt	6	-
Dividendes reçus des sociétés consolidées par mise en équivalence	9	12
(pluses-values)/Moins-values nettes des cessions d'actifs	1	1
Autres charges et produits (y compris frais de restructuration)	27	4
Marge brute d'autofinancement avant autres charges et produits (FFO)	264	200
Variation du <i>float</i>	(256)	(270)
Variation des fonds réservés	(132)	(121)
Variation du besoin en fonds de roulement (hors <i>float</i>)	148	83
Décaissements liés aux Investissements récurrents	(37)	(37)
Autofinancement disponible (Free cash flows)	(13)	(145)
Acquisitions externes	(751)	(149)
Dividendes versés (1)	(80)	(127)
Augmentation de capital	4	7
Rachats d'actions	0	(30)
Effets de change et autres éléments non récurrents	(40)	(50)
(Augmentation)/diminution de la dette – avant IFRS 16	(880)	(494)
Impact IFRS 16	(91)	0
(Augmentation)/diminution de la dette	(971)	(494)

(1) Dont (62) millions d'euros de dividende en numéraire versés aux actionnaires du Groupe, d'un montant de 0,86 euro par action et (18) millions d'euros aux actionnaires minoritaires.

Le modèle économique d'Edenred, fortement générateur de cash flows, permet d'atteindre une **marge brute d'autofinancement avant autres charges et produits (FFO) de 264 millions d'euros** au premier semestre 2019 contre 200 millions d'euros en juin 2018. La progression du FFO atteint 32,6% en données publiées (et +22,8% en données comparables).

⁶ Voir le tableau de financement consolidé, chapitre 2 partie 1.4.

1.3.2 Besoin en fonds de roulement

Au 30 juin 2019, le besoin en fonds de roulement négatif du Groupe a augmenté de 550 millions d'euros par rapport au 30 juin 2018.

Le tableau détaillé est accessible ci-après au chapitre 2 en note 4.4 annexe aux comptes consolidés.

1.3.3 Endettement

La position de la dette nette du Groupe s'élève à 1,63 milliard d'euros à fin juin 2019, contre 1,19 milliard d'euros à fin juin 2018. Fort d'une génération de Free cash-flow qui a atteint 567 millions d'euros au cours des douze derniers mois, le Groupe a pu procéder à des opérations de croissance externe significatives, représentant 798 millions d'euros sur la période. Ce montant inclut principalement les acquisitions de CSI et TRFC, clôturées en janvier 2019. L'évolution de la dette nette prend aussi en compte 91 millions d'euros de retour aux actionnaires, 91 millions d'euros d'impact comptable lié à l'application de la norme IFRS16, et 27 millions d'euros provenant d'effets de change et d'éléments non récurrents.

Dettes financières

Au 30 juin 2019, le Groupe présente un encours brut d'emprunts obligataires de 1 975 millions d'euros. Pour rappel, le montant de l'encours brut d'emprunts obligataires s'élevait à 1 975 millions d'euros au 31 décembre 2018. Le détail est présenté en partie 6.4 du chapitre 2.

Autres emprunts non bancaires

Au 30 juin 2019, le placement privé de 250 millions d'euros en financement Schuldschein présente différentes tranches en maturité et type de taux à l'émission. Le détail est présenté en partie 6.4 du chapitre 2.

Emprunts bancaires

Le Groupe présente un encours d'emprunts bancaires de 41 millions d'euros au 30 juin 2019.

Programme NEU CP

En avril 2019 Edenred a porté le plafond du programme de dette à court terme NEU CP (Negotiable European Commercial Paper - nouveau format des billets de trésorerie) à 750 millions d'euros à comparer à une autorisation de 500 millions d'euros depuis mars 2018. Au 30 Juin 2019, l'encours de dette financière court terme du programme s'élevait à 544 millions d'euros.

1.3.4 Capitaux propres

Les capitaux propres sont négatifs à hauteur de **1 338 millions d'euros** au 30 juin 2019 et 1 451 millions d'euros au 31 décembre 2018. Cette particularité résulte de la comptabilisation des actifs, apportés ou cédés par le groupe Accor dans le cadre des opérations d'Apport-Scission, à leur valeur historique. La situation négative des capitaux propres consolidés n'affecte ni la capacité du Groupe à se refinancer, ni la solidité de sa situation financière, ni la capacité distributive de la Société.

Davantage d'informations sur la variation des capitaux propres du Groupe sont détaillées dans la présentation des comptes semestriels consolidés résumés ci-après chapitre 2 partie 1.3.

1.4 . FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE

- **Edenred finalise l'acquisition de CSI et celle de TRFC**

Edenred a finalisé début janvier l'acquisition de Corporate Spending Innovations (« CSI »), l'un des tout premiers fournisseurs de solutions automatisées pour le paiement interentreprises en Amérique du Nord. Le Groupe a également annoncé avoir finalisé le même mois l'acquisition de 80% du capital du groupe The Right Fuelcard Company (« TRFC »), quatrième gestionnaire de cartes-carburant au Royaume-Uni.

Les comptes de ces deux sociétés sont consolidés par intégration globale au 1er janvier 2019.

- **Edenred acquiert des plateformes d'engagement des salariés en Italie et en Belgique**

Edenred a réalisé en mai 2019 l'acquisition de la société Easy Welfare, premier opérateur de plateformes d'engagement des salariés en Italie. Cette opération fait suite à l'acquisition conjointe en janvier dernier des sociétés belges Merits & Benefits et Ekivita, leaders du marché local des plateformes d'engagement des salariés. Edenred répond ainsi au besoin croissant des entreprises d'améliorer la fidélité, la motivation et le pouvoir d'achat de leurs salariés.

Déjà présent sur ce segment en France, au Royaume-Uni, en Italie et en République tchèque, Edenred renforce par ces acquisitions ses opportunités de *cross-selling* et son offre en matière d'Avantages aux salariés.

L'acquisition de ces trois sociétés sera relative sur l'EBIT d'Edenred dès 2019.

- **Approbation du partenariat exclusif avec Itaú Unibanco au Brésil par les autorités de la concurrence**

Les autorités compétentes brésiliennes, à savoir la BACEN (Banque Centrale) et la CADE (autorité de la concurrence), ont approuvé le projet de partenariat exclusif signé en septembre 2018 avec Itaú Unibanco, la plus grande banque à capitaux privés brésilienne, visant à distribuer les solutions d'Avantages aux salariés d'Edenred au Brésil.

Conjuguant le savoir-faire unique d'Edenred au portefeuille d'entreprises clientes et à la force de frappe commerciale d'Itaú Unibanco, ce partenariat vise à accélérer la croissance d'Edenred sur le marché à fort potentiel des avantages aux salariés au Brésil.

Cette alliance commerciale sera renforcée par l'entrée d'Itaú Unibanco au capital de Ticket Serviços, à hauteur de 11 %.



L'opération aura un effet relatif sur l'EBITDA d'Edenred dès la première année suivant le closing attendu au cours de l'été 2019.

II. Conclusion et perspectives 2019

Fort d'un premier semestre soutenu, Edenred réaffirme sa confiance pour l'année 2019 et confirme pour l'exercice en cours les objectifs à moyen termes fixés dans le cadre de la stratégie Fast Forward, à savoir :

- Une croissance organique de son chiffre d'affaires opérationnel supérieure à 7%,
- Une croissance organique de l'EBIT opérationnel supérieure à 9%,
- Une croissance organique de la marge brute d'autofinancement avant autres charges et produits (FFO) supérieure à 10%.

Pour le second semestre, le Groupe s'attend à la poursuite d'une croissance soutenue de son activité dans toutes les zones géographiques et dans toutes les lignes de métiers.

Edenred bénéficiera aussi de l'intégration et de la montée en puissance des acquisitions et partenariats établis récemment : plateformes d'engagement des salariés et canaux de distribution indirects pour accélérer la croissance dans les Avantages aux salariés, enrichissement de l'offre multimarque de Solutions de mobilité professionnelle en Europe et entrée sur le marché en pleine transition digitale des Paiements interentreprises (*Corporate Payment*) en Amérique du Nord.

Edenred affirme son ambition d'être un leader digital de son secteur, en poursuivant une stratégie d'innovation et d'acquisitions visant à proposer de nouveaux produits et services correspondant aux besoins croissants dans le monde du travail. Le Groupe est en ordre de marche pour gagner en efficacité et offrir la meilleure expérience client et utilisateur, afin de générer une croissance profitable et durable.

Dans ce contexte, Edenred se fixe pour l'année 2019 un objectif d'EBIT record compris entre 520 et 550 millions d'euros⁷, contre 461 millions d'euros en 2018.

III. Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté dans les six mois restants de l'exercice sont identiques à ceux présentés dans la partie Facteurs de risques du [Document de référence 2018](#) déposé auprès de l'AMF en date du 28 mars 2019. Les montants relatifs aux risques financiers et de marché au 30 juin 2019 sont exposés dans la note 6.6 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés du présent rapport. Par ailleurs les litiges du Groupe sont présentés en note 10.3 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés du présent rapport.

IV. Principales transactions avec les parties liées

Il n'y a pas eu d'évolution significative des transactions avec les parties liées au cours des six premiers mois de l'exercice 2019.

⁷ Calculé sur la base d'une hypothèse de taux de change moyen réel brésilien / euro au second semestre 2019 égal au taux réel au 30 juin 2019.

v. Événements postérieurs à la clôture

Nomination au sein du Comité exécutif

Le 15 juillet, Marie-Laurence Bouchon a été nommée Directrice de la Communication d'Edenred et a rejoint le Comité exécutif. Elle a en charge la communication, interne et externe, du Groupe.

VI. GLOSSAIRE

Glossaire et liste des renvois nécessaires à la bonne compréhension des éléments financiers

a) Principales définitions

- **Données comparables, effet de périmètre et effet de change**

La croissance organique correspond à la croissance comparable, c'est-à-dire à périmètre et change constants. Cet indicateur reflète la performance commerciale du Groupe.

La variation d'activité (ou croissance organique) représente la variation entre les montants de la période en cours et de la période comparative, retraitée des effets de change ainsi que des effets de cessions et/ou acquisitions.

En cas d'acquisition, l'impact de l'acquisition est neutralisé du montant publié de la période en cours. En cas de cession, l'impact de la cession est neutralisé du montant publié de la période comparative. La somme de ces deux montants correspond à l'effet de périmètre.

La variation d'activité ainsi calculée est convertie au taux de change de la période comparative et divisée par le montant retraité de la période comparative.

La différence entre le montant de la période publiée converti au taux de change de la période publiée et le montant de la période publiée converti au taux de change de la période comparative correspond à l'effet de change.

- **Volume d'affaires**

Le volume d'affaires est constitué du montant total du volume d'émission lié aux Avantages aux salariés, aux solutions de Motivation et récompenses, aux Programmes sociaux publics, et aux Services de Paiements inter-entreprises, et du volume de transactions lié aux Solutions de mobilité professionnelle et autres solutions.

- **Volume d'émission**

Le volume d'émission est constitué du montant total des fonds préchargés sur l'ensemble des solutions de paiement émises par Edenred auprès de ses entreprises ou collectivités clientes.

- **Volume de transactions**

Le volume de transactions représente la valeur totale des transactions réalisées par des moyens de paiement, au moment de la transaction.

b) Indicateurs non-normés issus du rapport financier semestriel au 30 juin 2019

Les indicateurs non-normés ci-dessous sont présentés et rapprochés de la comptabilité, dans le rapport financier annuel.

Nom de l'indicateur	Référence du renvoi aux comptes consolidés Edenred au 30 juin 2019
---------------------	--

Le chiffre d'affaires opérationnel correspond :

Chiffre d'affaires opérationnel

- au chiffre d'affaires opérationnel généré par l'activité de titres de services dont la gestion est assurée par Edenred
- au chiffre d'affaires généré par des activités à valeur ajoutée telles que les programmes de motivation, des services à la personne, des prestations liées à de l'événementiel. Ce chiffre d'affaires correspond au montant de la prestation facturée à l'entreprise client et est comptabilisé à la date de livraison des solutions.

Les autres revenus correspondent aux revenus générés par le placement des fonds structurellement mis à la disposition d'Edenred entre :

Autres revenus

- la date d'émission et la date de remboursement pour les titres de service prépayés
- et la date de chargement et la date d'utilisation des crédits pour les cartes prépayées.

Les autres revenus cumulés avec le chiffre d'affaires opérationnel, forment le revenu total du Groupe.

EBITDA

Cet agrégat est égal à l'excédent brut d'exploitation qui correspond au revenu total (chiffre d'affaires opérationnel et autres revenus) diminué des charges d'exploitation (hors amortissements et provisions).

EBIT

Cet agrégat est le « Résultat d'exploitation avant autres charges et produits », qui correspond au revenu total (chiffre d'affaires opérationnel et autres revenus), diminué des charges d'exploitation, amortissements (essentiellement actifs incorporels créés et acquis) et provisions hors exploitation. Cet agrégat est utilisé comme référence pour la définition des rémunérations au niveau du Groupe et plus particulièrement pour celles des dirigeants dans la mesure où il reflète la performance économique de l'activité.

L'EBIT exclut la quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et exclut également les autres charges et produits enregistrés au sein du « Résultat d'exploitation y compris résultat des sociétés mises en équivalence ».

Autres charges et produits

Cf. Note 10.1 des comptes consolidés

Marge Brute d'autofinancement avant autres charges et produits (FFO)

Cf. Tableau des flux de trésorerie consolidé (Partie 1.4)

c) Agrégats non-normés non issus du rapport financier semestriel au 30 juin 2019

Nom de l'agrégat	Définitions et rapprochements des comptes consolidés Edenred au 30 juin 2019
-------------------------	---

Cet agrégat correspond à l'EBIT retraité des autres revenus.

EBIT opérationnel

Au 30 juin 2019, conformément aux comptes consolidés, il s'élève à 220 millions d'euros, correspondant à :

- + 249 millions d'euros d'EBIT
- - 29 millions d'euros d'autres revenus

Free Cash Flow

Cet agrégat correspond au flux de trésorerie disponible.

VII. ANNEXES

Chiffre d'affaires opérationnel

En millions d'euros	T1		T2		S1	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Europe	213	183	209	179	422	362
<i>France</i>	69	63	59	55	128	118
<i>Europe hors France</i>	144	120	150	124	294	244
Amérique latine	128	119	138	124	266	243
Reste du monde	28	17	32	18	60	35
Total	369	319	379	321	748	640

En %	T1		T2		S1	
	Variation publiée %	Variation organique %	Variation publiée %	Variation organique %	Variation publiée %	Variation organique %
Europe	+16.4%	+13.8%	+16.4%	+13.4%	+16.4%	+13.6%
<i>France</i>	+9.0%	+9.0%	+8.2%	+8.2%	+8.6%	+8.6%
<i>Europe hors France</i>	+20.3%	+16.3%	+20.0%	+15.6%	+20.1%	+15.9%
Amérique latine	+7.3%	+13.9%	+12.5%	+15.1%	+9.9%	+14.5%
Reste du monde	+64.1%	+20.9%	+73.5%	+23.1%	+68.9%	+22.1%
Total	+15.6%	+14.2%	+18.1%	+14.6%	+16.8%	+14.4%

Autres revenus

En millions d'euros	T1		T2		S1	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Europe	4	4	4	3	8	7
<i>France</i>	2	2	1	1	3	3
<i>Europe hors France</i>	2	2	3	2	5	4
Amérique latine	9	8	9	8	18	16
Reste du monde	1	1	2	1	3	2
Total	14	13	15	12	29	25

En %	T1		T2		S1	
	Variation publiée %	Variation organique %	Variation publiée %	Variation organique %	Variation publiée %	Variation organique %
Europe	+11.9%	+12.0%	+28.5%	+28.8%	+20.0%	+20.2%
<i>France</i>	-1.3%	-1.3%	-1.4%	-1.4%	-1.4%	-1.4%
<i>Europe hors France</i>	+24.0%	+24.1%	+56.2%	+56.7%	+39.6%	+39.9%
Amérique latine	+1.9%	+5.4%	+17.2%	+17.2%	+9.3%	+11.1%
Reste du monde	+42.5%	+66.0%	+59.3%	+90.0%	+50.9%	+78.0%
Total	+7.9%	+12.0%	+23.9%	+26.7%	+15.6%	+19.1%

Revenu total

En millions d'euros	T1		T2		S1	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Europe	217	187	213	182	430	369
<i>France</i>	71	65	60	56	131	121
<i>Europe hors France</i>	146	122	153	126	299	248
Amérique latine	137	127	147	132	284	259
Reste du monde	29	18	34	19	63	37
Total	383	332	394	333	777	665

En %	T1		T2		S1	
	Variation publiée %	Variation organique %	Variation publiée %	Variation organique %	Variation publiée %	Variation organique %
Europe	+16.3%	+13.7%	+16.6%	+13.6%	+16.5%	+13.7%
<i>France</i>	+8.7%	+8.7%	+7.9%	+7.9%	+8.4%	+8.4%
<i>Europe hors France</i>	+20.3%	+16.4%	+20.5%	+16.2%	+20.4%	+16.3%
Amérique latine	+6.9%	+13.3%	+12.8%	+15.3%	+9.9%	+14.3%
Reste du monde	+62.9%	+23.5%	+72.8%	+26.8%	+67.9%	+25.2%
Total	+15.3%	+14.1%	+18.3%	+15.0%	+16.8%	+14.6%

EBITDA, EBIT et EBIT opérationnel

En millions d'euros	S1 2019	S1 2018	Variation publiée %	Variation organique %
Europe	168	135	+24.8%	+13.3%
<i>France</i>	42	36	+17.0%	+5.5%
<i>Europe hors France</i>	126	99	+27.5%	+16.1%
Amérique latine	129	116	+11.1%	+11.8%
Reste du monde	18	6	+215.7%	+66.7%
Holding et autres	(5)	(6)	+12.5%	-27.6%
EBITDA	310	251	+23.0%	+14.6%

En millions d'euros	S1 2019	S1 2018	Variation publiée %	Variation organique %
Europe	138	117	+17.6%	+13.6%
<i>France</i>	31	30	+4.5%	+4.5%
<i>Europe hors France</i>	107	87	+22.2%	+16.7%
Amérique latine	109	101	+8.1%	+12.5%
Reste du monde	10	4	+137.4%	+90.2%
Holding et autres	(8)	(7)	+13.6%	-14.0%
EBIT	249	215	+15.6%	+15.4%

En millions d'euros	S1 2019	S1 2018	Variation publiée %	Variation organique %
Europe	130	110	+17.5%	+13.2%
<i>France</i>	28	27	+5.2%	+5.2%
<i>Europe hors France</i>	102	83	+21.4%	+15.7%
Amérique latine	91	85	+7.9%	+12.8%
Reste du monde	7	2	+225.6%	+102.6%
Holding et autres	(8)	(7)	+13.6%	-14.0%
EBIT opérationnel	220	190	+15.6%	+14.9%

Bilan simplifié

En millions d'euros			
ACTIF	Jun 2019	Déc. 2018	Jun 2018
Goodwill	1 604	976	965
Immobilisations incorporelles	606	432	427
Immobilisations corporelles	139	52	48
Participation dans les sociétés mises en équivalence	64	66	55
Autres actifs financiers non courants	144	123	124
Float	2 158	1 949	1 783
BFR hors float	277	233	228
Fonds réservés	1 574	1 402	1 248
Trésorerie et autres actifs financiers courants	1 607	2 037	1 342
TOTAL ACTIF	8 173	7 270	6 220

En millions d'euros			
PASSIF	Jun 2019	Déc. 2018	Jun 2018
Capitaux propres	(1 338)	(1 451)	(1 569)
Dettes financières	3 237	2 696	2 532
Provisions et impôts différés passifs	244	215	201
Fonds à rembourser (Float)	4 908	4 959	4 355
BFR hors float	1 122	851	701
TOTAL PASSIF	8 173	7 270	6 220

	Jun 2019	Déc. 2018	Jun 2018
BFR	3 595	3 628	3 045
Dont float:	2 750	3 010	2 572



COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES ET NOTES ANNEXES

I. COMPTES CONSOLIDES

1.1 . COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

1.2 . ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

1.3 . ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

1.3.1. ACTIF CONSOLIDÉ

1.3.2. PASSIF CONSOLIDÉ

1.4 . TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉS

1.5 . VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

II. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

I. COMPTES CONSOLIDES

1.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Notes	Jun 2019	Jun 2018
Chiffre d'affaires opérationnel	4.2	748	640
Autres revenus	4.2	29	25
Revenu total	4.2	777	665
Charges d'exploitation	4.3	(467)	(414)
Amortissements et dépréciations	5.5	(61)	(36)
Résultat d'exploitation avant autres charges et produits	4.1	249	215
Résultat des sociétés mises en équivalence	5.4	6	6
Autres charges et produits	10.1	(12)	(3)
Résultat d'exploitation y compris résultat des sociétés mises en équivalence		243	218
Résultat financier	6.1	(14)	(15)
Résultat avant impôts		229	203
Impôts	7	(69)	(61)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		160	142
Résultat net part du Groupe		146	124
Résultat net part des intérêts ne conférant pas le contrôle		14	18
Nombre moyen d'actions (en milliers)	8	240 133	234 602
Résultat net part du Groupe par action (en euros)	8	0,61	0,53
Résultat net dilué par action (en euros)	8	0,60	0,52

1.2 ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Notes	Jun 2019	Jun 2018
Résultat net de l'ensemble consolidé		160	142
Eléments recyclables en résultat			
Différence de conversion	1.5	21	(76)
Variation des instruments financiers & actifs évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global		12	(6)
Impôts sur les éléments recyclables en résultat		-	-
Eléments non recyclables en résultat			
Ecart actuariel sur les obligations au titre des prestations définies		(1)	-
Impôts sur les éléments non recyclables en résultat		-	-
Total produits et charges reconnus directement en capitaux propres		32	(82)
RESULTAT GLOBAL TOTAL		192	60
Résultat global total part du Groupe		178	46
Résultat global total part des Intérêts ne conférant pas le contrôle		14	14

1.3 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

Actif consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Jun 2019	Décembre 2018
Goodwill	5.1	1 604	976
Immobilisations incorporelles	5.2	606	432
Immobilisations corporelles	5.3	139	52
Participation dans les sociétés mises en équivalence	5.4	64	66
Actifs financiers non courants	6.2	78	48
Actifs d'impôts différés		66	75
TOTAL ACTIF NON COURANT		2 557	1 649
Clients	4.4	2 082	1 875
Stocks et autres tiers actif	4.4	353	307
Fonds réservés	4.5	1 574	1 402
Actifs financiers courants	6.2 / 6.5	120	46
Autres placements de trésorerie	6.3 / 6.5	644	654
Trésorerie & équivalents de trésorerie	6.3 / 6.5	843	1 337
TOTAL ACTIF COURANT		5 616	5 621
TOTAL ACTIF		8 173	7 270

Passif consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Juin 2019	Décembre 2018
Capital		487	479
Titres d'auto-contrôle		(1)	(22)
Réserves consolidées groupe		(1 821)	(1 973)
Réserves liées aux avantages au personnel		119	111
Réserves de juste valeur des instruments financiers		29	17
Réserves liées aux gains ou pertes actuariels		(4)	(3)
Différence de conversion		(403)	(424)
Résultat de la période / de l'exercice		146	254
Capitaux propres part du Groupe		(1 448)	(1 561)
Intérêts ne conférant pas le contrôle		110	110
Capitaux propres		(1 338)	(1 451)
Dettes financières non courantes	6.4 / 6.5	2 293	2 213
Autres passifs financiers non courants	6.4 / 6.5	142	61
Provisions à caractère non courant	10.2	44	39
Passifs d'impôts différés		184	136
TOTAL PASSIF NON COURANT		2 663	2 449
Dettes financières courantes	6.4 / 6.5	557	276
Autres passifs financiers courants	6.4 / 6.5	168	125
Provisions à caractère courant	10.2	16	40
Fonds à rembourser	4.4	4 908	4 959
Fournisseurs	4.4	266	224
Dettes d'impôts courants	4.4	24	13
Autres tiers passif	4.4	832	614
Banques créditrices	6.4 / 6.5	77	21
TOTAL PASSIF COURANT		6 848	6 272
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		8 173	7 270

1.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Notes	Jun 2019	Jun 2018
+ Résultat net part du Groupe		146	124
+ Part des intérêts ne conférant pas le contrôle		14	18
- Quote-part des sociétés mises en équivalence	5.4	(6)	(6)
- Amortissements et variation des provisions d'exploitation		67	34
- Impôts différés		6	7
- Charges liées au paiement en actions		8	7
- Impact non cash des autres charges et produits		(14)	(1)
- Différence entre impôt décaissé et charge d'impôt		6	-
+ Dividendes reçus des sociétés consolidées par mise en équivalence	5.4	9	12
= Marge brute d'autofinancement		236	195
- (Plus-values)/Moins-values nettes des cessions d'actifs		1	1
- Autres charges et produits (y compris frais de restructuration)		27	4
= Marge Brute d'Autofinancement avant autres charges et produits (FFO)		264	200
+ Diminution (Augmentation) du Besoin en Fonds de Roulement	4.4	(108)	(187)
+ Diminution (Augmentation) courante des Fonds réservés	4.5	(132)	(121)
= Flux de trésorerie des activités opérationnelles		24	(108)
+ Autres charges et produits (y compris les frais de restructuration) encaissés / décaissés		(27)	20
= Flux de Trésorerie des activités opérationnelles incluant les autres charges et produits (A)		(3)	(88)
- Décaissements liés à des Investissements sur actifs existants		(37)	(37)
- Décaissements liés à des acquisitions nettes de la trésorerie acquise		(721)	(224)
+ Encaissements / Décaissements liés à des cessions d'actifs		(7)	-
= Flux de Trésorerie liés aux investissements / désinvestissements (B)		(765)	(261)
+ Augmentation de capital		4	7
- Dividendes payés ⁽¹⁾	3.1	(80)	(127)
+ (Achats) ventes de titres d'auto-contrôle		-	(30)
+ Augmentation (Diminution) de la Dette		312	511
+ Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle		(14)	(7)
= Flux de Trésorerie des activités de financement (C)		222	354
- Incidence des variations de cours des devises et de juste valeur (D)		(4)	(38)
= Variation de trésorerie (E) = (A) + (B) + (C) + (D)	6.5	(550)	(33)
+ Trésorerie ouverture		1 316	575
- Trésorerie clôture		766	542
= VARIATION DE TRESORERIE	6.5	(550)	(33)

(1) Dont (62) millions d'euros de dividende en numéraire versés aux actionnaires du Groupe, d'un montant de 0,86 euro par action, et (18) millions d'euros aux actionnaires minoritaires.

La trésorerie nette à la clôture s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Notes	Jun 2019	Jun 2018
+ Trésorerie & équivalents de trésorerie	6.3	843	733
- Banques créditrices	6.5	(77)	(191)
= TRESORERIE NETTE		766	542

1.5 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Capital	Primes liées au capital	Titres d'auto contrôle	Réserves consolidées Groupe (2)	Réserves liées aux avantages au personnel	Réserves de juste valeur des instruments financiers	Réserves liées aux gains et pertes actuariels	Différence de conversion (1)	Résultat de la période	Capitaux propres Groupe	Total Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total capitaux propres
31 Décembre 2017 Publié	471	697	(6)	(2 597)	98	13	(3)	(357)	247	(1 437)	150	(1 287)
Impact IFRS 15 ⁽⁵⁾	-	-	-	(55)	-	-	-	(1)	(6)	(62)	(1)	(63)
31 Décembre 2017 retraité IFRS 15 ⁽⁵⁾	471	697	(6)	(2 452)	98	13	(3)	(358)	241	(1 499)	149	(1 350)
Impact IFRS 9 ⁽⁵⁾	-	-	-	(8)	-	-	-	-	-	(8)	(4)	(12)
31 Décembre 2017 retraité IFRS 15 & 9 ⁽⁵⁾	471	697	(6)	(2 440)	98	13	(3)	(358)	241	(1 507)	145	(1 342)
Affectation du résultat 2017	-	-	-	241	-	-	-	-	(241)	-	-	-
Augmentation (réduction) de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- annulation d'actions auto-détenues	(1)	(7)	-	-	-	-	-	-	-	(8)	-	(8)
- levée d'option	1	6	-	-	-	-	-	-	-	7	-	7
- distribution de dividendes en actions	8	88	-	-	-	-	-	-	-	96	-	96
Dividende distribué ⁽³⁾	-	-	-	(200)	-	-	-	-	-	(200)	(23)	(223)
Variations de périmètre ⁽⁴⁾	-	-	-	(92)	-	-	-	-	-	(92)	(32)	(124)
Variation liée aux avantages au personnel	-	-	-	-	7	-	-	-	-	7	-	7
(Acquisitions) cessions de titres d'auto-contrôle	-	-	(22)	-	-	-	-	-	-	(22)	-	(22)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	(6)	-	(72)	-	(78)	(4)	(82)
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	124	124	18	142
RESULTAT GLOBAL TOTAL	-	-	-	-	-	(6)	-	(72)	124	46	14	60
30 Juin 2018	479	784	(28)	(2 711)	105	7	(3)	(430)	124	(1 673)	104	(1 569)
Augmentation (réduction) de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3
- annulation d'actions auto-détenues	(1)	(17)	-	-	-	-	-	-	-	(18)	-	(18)
- levée d'option	1	3	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4
- distribution de dividendes en actions	(0)	0	-	-	-	-	-	-	-	0	-	0
Dividende distribué ⁽³⁾	-	-	-	(0)	-	-	-	-	-	(0)	(9)	(9)
Variations de périmètre ⁽⁴⁾	-	-	-	(35)	-	-	-	-	-	(35)	(2)	(37)
Variation liée aux avantages au personnel	-	-	-	-	6	-	-	-	-	6	-	6
(Acquisitions) cessions de titres d'auto-contrôle	-	-	6	-	-	-	-	-	-	6	-	6
Autres	-	-	-	3	-	-	-	-	-	3	-	3
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	10	(0)	6	-	16	2	17
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	130	130	13	143
RESULTAT GLOBAL TOTAL	-	-	-	-	-	10	(0)	6	130	146	15	160
31 Décembre 2018	479	770	(22)	(2 743)	111	17	(3)	(424)	254	(1 561)	110	(1 451)
Affectation du résultat 2018	-	-	-	254	-	-	-	-	(254)	-	-	-
Augmentation (réduction) de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
- annulation d'actions auto-détenues	-	(23)	-	-	-	-	-	-	-	(23)	-	(23)
- levée d'option	-	2	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
- distribution de dividendes en actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividende distribué ⁽³⁾	8	136	-	(206)	-	-	-	-	-	(62)	(18)	(80)
Variations de périmètre ⁽⁴⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Variation liée aux avantages au personnel	-	-	-	-	8	-	-	-	-	8	-	8
(Acquisitions) cessions de titres d'auto-contrôle	-	-	21	-	-	-	-	-	-	21	-	21
Autres (6)	-	-	-	(11)	-	-	-	-	-	(11)	-	(11)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	12	(1)	21	-	32	1	33
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	146	146	14	160
RESULTAT GLOBAL TOTAL	-	-	-	-	-	12	(1)	21	146	178	14	192
30 Juin 2019	487	885	(1)	(2 706)	119	29	(4)	(403)	146	(1 448)	110	(1 338)

(1) Cf. Note 1.5 – « Monnaie de présentation et monnaies étrangères », et Note 11 - « Taux de change » avec le détail des principaux taux de change utilisés en 2018 et 2019. Le solde de (403) millions d'euros de réserves de change part du Groupe comprend principalement les réserves liées au BRL pour (201) millions d'euros, le VES pour (129) millions d'euros et le GBP pour (23) millions d'euros.

(2) Le poste inclut l'impact lié aux rachats d'entités Edenred détenues par Accor et comptabilisé en capitaux propres pour (1 894) millions d'euros lors de la scission en juin 2010.

(3) Correspond à la distribution de 206 millions d'euros versés aux actionnaires du Groupe (dont 62 millions d'euros en numéraire et 144 millions d'euros en actions - Cf. Note 3.1 – « Paiement du dividende 2018 ») et 18 millions d'euros versés aux actionnaires minoritaires.

(4) Pour rappel, la variation de périmètre en part du Groupe sur l'exercice 2018 était principalement impactée par le rachat d'intérêts ne conférant pas le contrôle sur UTA.

(5) Variation de capitaux propres consolidés retraitée de la norme IFRS 15 et 9.

(6) Les autres éléments de capitaux propres comprennent principalement la revalorisation des autres passifs financiers sur Put pour un montant de 11 millions d'euros.

II. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1 :	BASES DE PREPARATION DES COMPTES INTERMEDIAIRES	30
NOTE 2 :	ACQUISITIONS, DEVELOPPEMENTS ET CESSIONS	35
NOTE 3 :	FAITS MARQUANTS	36
NOTE 4 :	ACTIVITE OPERATIONNELLE.....	37
NOTE 5 :	ACTIFS NON COURANTS	44
NOTE 6 :	ELEMENTS FINANCIERS	49
NOTE 7 :	IMPOTS SUR LES BENEFICES – TAUX EFFECTIF D'IMPOT	55
NOTE 8 :	RESULTAT PAR ACTION	56
NOTE 9 :	AVANTAGES SOCIAUX.....	57
NOTE 10 :	AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS	58
NOTE 11 :	TAUX DE CHANGE	62
NOTE 12 :	ACTUALITE NORMATIVE	63

PREAMBULE



Ce symbole signale un point normatif IFRS.



Ce symbole signale une définition spécifique au groupe Edenred.



Ce symbole signale qu'un recours à une estimation ou au jugement a été effectué. Lorsque la société a recours à des estimations et hypothèses, elle utilise la méthode présentée en Note 1.6. En l'absence de normes ou d'interprétations applicables à une transaction spécifique, la Direction d'Edenred fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie Groupe, et traduisent la réalité économique des transactions.



Ce symbole met en évidence les données chiffrées du Groupe pour l'exercice en cours ainsi que la période comparative.

NOTE 1 : BASES DE PREPARATION DES COMPTES INTERMEDIAIRES

1.1 . ARRETE DES COMPTES

Les comptes consolidés résumés du groupe Edenred au 30 juin 2019 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 22 juillet 2019.

1.2 . BASES DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES



En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés d'Edenred au 30 juin 2019 sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations à fournir pour l'établissement de comptes consolidés IFRS complets et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2018.

Les principes comptables retenus pour la présentation des comptes consolidés résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2019 et disponibles à l'adresse suivante :

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr#overview

Les règles et méthodes comptables utilisées par le Groupe dans les comptes consolidés intermédiaires sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2018, à l'exception :

- (1) des normes, amendements de normes et interprétations entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (Note 1.3) ;
- (2) des particularités de l'établissement des comptes intermédiaires (Note 1.4).

1.3 . CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES : APPLICATION D'IFRS 16 ET IFRIC 23

1.3.1. IFRS 16 - CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 - Contrats de location est applicable à compter du 1^{er} janvier 2019. Cette norme remplace la norme IAS 17 – Contrats de location ainsi que trois interprétations (IFRIC 4 – Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15 – Avantages dans les contrats de location simple et SIC 27 – Évaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location).

Cette norme impose aux preneurs de contrats de location d'enregistrer au bilan un droit d'utilisation de l'actif loué en contrepartie d'un passif locatif pour tous les contrats de location qui entrent dans son champ d'application, sans distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement. Le passif locatif pour chaque contrat correspond à la valeur actualisée des paiements dus au bailleur sur la durée du contrat.

Dans le cadre de la transition, le Groupe a retenu la méthode « rétrospective simplifiée » et a choisi d'appliquer certaines des options de la norme IFRS 16 dont les expédients pratiques et les exemptions de comptabilisation suivants prévus par la norme :

- l'exclusion du champ d'application d'IFRS 16 des contrats dont la durée est inférieure à douze mois et des contrats portant sur des biens de faible valeur ;
- la reprise à l'identique des contrats qualifiés de location-financement en application d'IAS 17 « Contrats de location ».

L'appréciation de la durée du contrat, tenant compte du caractère raisonnable de l'exercice d'une option de prolongation ou du non exercice d'une option de résiliation, a été effectuée sur une base individuelle. Les dettes de location ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers restant dus, établie sur base du taux d'emprunt marginal du preneur au 1^{er} janvier 2019. Le taux d'actualisation utilisé pour le calcul du passif locatif est déterminé en additionnant, par maturité, les trois composantes suivantes : le taux sans risque de la devise du contrat, le spread de crédit du groupe Edenred et le « sur-spread » de crédit de l'entité filiale qui a conclu le contrat de location. Le taux d'actualisation pondéré moyen au 1^{er} janvier 2019 est de 3,4%.

Les impacts de l'application de la norme IFRS 16 sont les suivants :

- Comptabilisation d'une dette de loyers égale au montant des loyers restants dus au bailleur au 1^{er} janvier 2019 sur la durée résiduelle du contrat, actualisés au taux marginal d'endettement du Groupe, et présenté au sein de la ligne « Autres passifs financiers » pour un montant de 91 millions d'euros ;
- Comptabilisation au 1^{er} janvier 2019 des droits d'utilisation au sein de la ligne « Immobilisations corporelles » d'un montant égal à la dette de loyers ;
- Les capitaux propres du Groupe ne sont donc pas impactés par l'application d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 ;
- L'Excédent Brut d'Exploitation (EBITDA) est impacté d'un montant de 15 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2019 (les charges de loyers n'étant plus comprises dans l'EBITDA) ;
- Le résultat d'exploitation avant autres charges et produits (EBIT) inclut la charge d'amortissement du droit d'utilisation et n'est pas impacté de manière significative par l'application d'IFRS 16 (l'impact de l'actualisation étant non matériel) ;
- Le résultat financier inclut la charge d'intérêts sur les passifs locatifs pour un montant de 2 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2019.

Les contrats entrant dans le champ d'application d'IFRS 16 portent principalement sur des biens immobiliers et des véhicules loués par des entités du groupe Edenred en tant que preneurs.

La différence entre le montant des passifs locatifs de 91 millions d'euros comptabilisés au 1^{er} janvier 2019 conformément à IFRS 16 et le montant des engagements hors bilan de 118 millions d'euros tels que présentés au 31 décembre 2018 dans la note 11.5 s'explique par les éléments suivants :

- Le périmètre des contrats retenu pour le calcul des engagements hors bilan comprend les contrats de courte durée et les contrats portant sur des biens de faible valeur alors que celui retenu pour le calcul des passifs locatifs ne comprend pas ces contrats ;
- Le montant des engagements hors bilan comprend les charges locatives et autres montants encourus au titre de prestations de services (maintenance, assurances...) alors que le montant des passifs locatifs exclut ces autres montants ;
- Cette différence s'explique également par l'effet d'actualisation pris en compte dans le passif locatif IFRS 16 ;
- Enfin, le montant des engagements hors bilan correspond aux paiements dus aux bailleurs sur la durée ferme des contrats de location alors que le montant des passifs locatifs est déterminé sur la base des paiements dus aux bailleurs sur la durée du contrat telle que définie dans IFRS 16 (c'est-à-dire une durée comprenant le cas échéant les périodes couvertes par des options de renouvellement ou de résiliation).

Impacts sur les états financiers consolidés :

(en millions d'euros)	Décembre 2018 Publié	Impact IFRS 16	Janvier 2019 Retraité
Goodwill	976	-	976
Immobilisations incorporelles	432	-	432
Immobilisations corporelles	52	91	143
Participation dans les sociétés mises en équivalence	66	-	66
Actifs financiers non courants	48	-	48
Actifs d'impôts différés	75	-	75
TOTAL ACTIF NON COURANT	1 649	91	1 740
Clients	1 875	-	1 875
Stocks et autres tiers	307	-	307
Fonds réservés	1 402	-	1 402
Actifs financiers courants	46	-	46
Autres placements de trésorerie	654	-	654
Trésorerie & équivalents de trésorerie	1 337	-	1 337
TOTAL ACTIF COURANT	5 621	-	5 621
TOTAL ACTIF	7 270	91	7 361

(en millions d'euros)	Décembre 2018 Publié	Impact IFRS 16	Janvier 2019 Retraité
Capital	479	-	479
Titres d'auto-contrôle	(22)	-	(22)
Réserves consolidées groupe	(1 973)	-	(1 973)
Réserves liées aux avantages au personnel	111	-	111
Réserves de juste valeur des instruments financiers	17	-	17
Réserves liées aux gains ou pertes actuariels	(3)	-	(3)
Différence de conversion	(424)	-	(424)
Résultat de la période / de l'exercice	254	-	254
Capitaux propres part Groupe	(1 561)	-	(1 561)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	110	-	110
Capitaux propres	(1 451)	-	(1 451)
Dettes financières non courantes	2 213	-	2 213
Autres passifs financiers non courants	61	67	128
Provisions à caractère non courant	39	-	39
Passifs d'impôts différés	136	-	136
TOTAL PASSIF NON COURANT	2 449	67	2 516
Dettes financières courantes	276	-	276
Autres passifs financiers courants	125	24	149
Provisions à caractère courant	40	-	40
Fonds à rembourser	4 959	-	4 959
Fournisseurs	224	-	224
Dettes d'impôts courants	13	-	13
Autres tiers	614	-	614
Banques créditrices	21	-	21
TOTAL PASSIF COURANT	6 272	24	6 296
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	7 270	91	7 361

1.3.2. IFRIC 23 - INCERTITUDES RELATIVES AUX TRAITEMENTS FISCAUX

L'interprétation IFRIC 23 – Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat clarifie l'application des dispositions de la norme IAS 12 - Impôts sur le résultat. Cette clarification s'applique aux aspects de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt sur le résultat dès lors qu'il existe une incertitude relative au traitement d'un élément, tant au niveau de la détermination des bénéfices imposables (pertes fiscales déductibles), que des bases d'imposition, des déficits reportables, des crédits d'impôt non utilisés ou des taux d'imposition.

Le Groupe a adopté l'interprétation IFRIC 23 – Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat au 1^{er} janvier 2019 après avoir mené une analyse auprès de ses principales filiales visant à identifier et recenser des incertitudes fiscales au sens d'IFRIC 23. Cette étude n'a pas mis en évidence d'élément nécessitant une comptabilisation au bilan qui n'aurait pas déjà été constatée.

1.4 . PARTICULARITES DE L'ETABLISSEMENT DES COMPTES INTERMEDIAIRES

Impôt sur les sociétés

Pour les comptes consolidés intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux d'impôt moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours pour chaque entité ou groupe fiscal. Les éventuels éléments exceptionnels significatifs de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle.

Avantages post-emploi et autres avantages à long terme au personnel

La charge du semestre relative aux avantages postérieurs à l'emploi et aux autres avantages à long terme au personnel correspond à la moitié de la charge annuelle projetée, sur la base des données et des hypothèses actuarielles utilisées à la clôture de l'exercice précédent.

Les hypothèses actuarielles entrant dans le calcul des engagements pour avantages au personnel pour les arrêtés intermédiaires sont modifiées par rapport à celles utilisées lors des clôtures annuelles si des évolutions significatives interviennent sur certains paramètres (conditions de marché, en cas de réductions ou liquidations de régime).

1.5 . MONNAIE DE PRESENTATION ET MONNAIES ETRANGERES



Conformément à IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » et pour les besoins de la consolidation, les postes de bilan exprimés dans une monnaie fonctionnelle différente de l'Euro sont convertis en Euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période. Les comptes de résultat exprimés en devises sont convertis au cours moyen de la période. Les différences de conversion en résultant figurent dans les capitaux propres et seront comptabilisées au compte de résultat de l'exercice au cours duquel les activités seront cédées ou liquidées.

Les taux de clôture en euro contre devises utilisés au 30 juin 2019 et les taux moyens en euro contre devises utilisés sur la période sont présentés en note 11.

L'impact sur les capitaux propres consolidés part du Groupe de la variation de la différence de conversion est de 21 millions d'euros entre le 31 décembre 2018 et le 30 juin 2019, comme présenté dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés. Cette variation s'explique principalement par l'appréciation du real brésilien pour 11 millions d'euros, du peso mexicain pour 5 millions d'euros et du dollar pour 4 millions d'euros vis-à-vis de l'euro sur la période.

Dévaluation du Bolivar Forte sur le premier semestre 2019

Position d'Edenred



Pour le premier semestre 2019, le Groupe a retenu les taux DICOM du Bolivar Soberano par rapport au dollar US, tels que présentés dans le tableau suivant :

	Juin 2019	
	TM (*)	TC (**)
Taux de change du Bolivar Soberano par rapport au dollar US utilisés par Edenred, convertis en EUR	4 393	7 463

(*) Moyenne des taux DICOM du VES par rapport au dollar US depuis le 1^{er} janvier 2019, convertie en EUR.

(**) Dernier taux DICOM du VES par rapport au dollar US du mois de juin 2019, converti en EUR.

Les états financiers du Groupe ne sont plus sensibles à la variation du Bolivar Soberano (cf. Document de référence 2018).

Hyperinflation en Argentine

L'Argentine est considérée comme un pays en hyperinflation depuis le 1^{er} juillet 2018. Le Groupe a appliqué la norme IAS 29 – « Information financière dans les économies hyperinflationnistes », depuis la clôture annuelle 2018.

Conformément à cette norme, le groupe a utilisé le taux de conversion du change EUR/ARS de 48.34 (cf. Note 11 – « Taux de change »). Les éléments non monétaires sont ajustés avec l'indice IPC (Indice des Prix à la Consommation) publié par l'INDEC (*National Statistical Institute*).

L'impact de l'application de la norme sur les comptes du premier semestre 2019 n'est pas significatif.

1.6 . RECOURS A DES JUGEMENTS ET ESTIMATIONS

La préparation des états financiers nécessite le recours à des jugements, estimations et hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, des produits et charges de la période ainsi que pour la prise en compte des aléas positifs et négatifs existant à la date de clôture. En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existantes en date de clôture, les montants qui figureront dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer significativement des estimations actuelles.

NOTE 2 : ACQUISITIONS, DEVELOPPEMENTS ET CESSIONS

Acquisitions, développements et cessions 2019

The Right Fuelcard Company (TRFC)

Edenred a finalisé le 4 janvier 2019, l'acquisition de 80% du capital du groupe The Right Fuelcard Company (TRFC), quatrième gestionnaire de cartes-carburant au Royaume-Uni. En étendant sa présence au marché britannique, l'un des plus importants en Europe, Edenred renforce sa position d'acteur mondial des solutions de mobilité professionnelle, en ligne avec son plan stratégique.

L'opération a donné lieu à la reconnaissance provisoire d'une liste clients d'un montant de 35MGBP et d'un *goodwill* de 88MGBP.

La contribution de TRFC dans les comptes consolidés du Groupe est la suivante :

(en millions d'euros)	TRFC Juin 2019
Revenu total	10
Résultat Net - Part du Groupe	3

Corporate Spending Innovations (CSI)

Le 9 janvier 2019, Edenred a acquis 100% du capital de Corporate Spending Innovations (CSI), l'un des tout premiers fournisseurs de solutions automatisées pour le paiement inter-entreprises en Amérique du Nord. Cette acquisition s'inscrit dans la continuité d'un partenariat européen établi il y a près de deux ans entre les deux sociétés.

L'allocation provisoire du prix d'acquisition a donné lieu à la reconnaissance principalement d'une liste clients, d'un montant de 137MUSD et d'un *goodwill* de 507MUSD.

La contribution de CSI dans les comptes consolidés du Groupe est la suivante :

(en millions d'euros)	CSI Juin 2019
Revenu total	18
Résultat Net - Part du Groupe	3

Road Account

Edenred a réalisé le 11 janvier 2019, l'acquisition du portefeuille client Road Account via sa filiale UTA KG auprès de la société AirPlus, filiale du groupe Lufthansa. AirPlus distribue sous la marque Road Account des solutions de paiement de péage à destination des entreprises. Cette acquisition permet à UTA d'élargir sa clientèle sur le marché dynamique du péage européen et lui ouvre des opportunités de vente de services additionnels.

L'allocation provisoire du prix d'acquisition a donné lieu à la reconnaissance principalement d'une liste clients pour 12 millions d'euros et d'un *goodwill* pour 19 millions d'euros.



Merits & Benefits et Ekivita

Le 30 janvier 2019, le groupe Edenred a fait l'acquisition de la totalité du capital des sociétés Merits & Benefits et Ekivita. Ces sociétés, leaders du marché des plateformes d'engagement des salariés en Belgique, proposent à plusieurs centaines d'entreprises clientes des plateformes de commerce en ligne personnalisées, donnant accès à des offres promotionnelles exclusives, auprès d'un réseau de plus de 500 commerçants et e-commerçants partenaires.

L'allocation provisoire du prix d'acquisition a donné lieu à la reconnaissance d'une liste clients pour 6 millions d'euros et d'un *goodwill* pour 7 millions d'euros.

Easy Welfare

Le 28 mai 2019, le groupe Edenred a fait l'acquisition de 100% du capital du Groupe Italien Easy Welfare, premier opérateur de plateformes d'engagement des salariés en Italie. Edenred capitalise sur sa position de leader du marché italien des avantages aux salariés pour accélérer le développement de cette offre en plein essor.

L'impact de cette intégration sur le compte de résultat sur le premier semestre 2019 est non significatif.

L'opération a donné lieu à la reconnaissance d'un *goodwill* provisoire de 50 millions d'euros.

NOTE 3 : FAITS MARQUANTS

3.1 . PAIEMENT DU DIVIDENDE 2018

L'assemblée générale mixte des actionnaires réunis le 14 mai 2019 a approuvé le dividende au titre de l'exercice 2018 d'un montant de 0,86 euro par action assorti d'une option de paiement en actions nouvelles pour 100% de ce montant.

L'option pour le paiement du dividende en actions, ouverte le 22 mai, s'est clôturée le 5 juin 2019. Cette opération se traduit par la création de 3 938 507 actions ordinaires nouvelles Edenred (représentant 1,65% du capital social) dont le règlement-livraison et l'admission sur le marché Euronext Paris a eu lieu le 11 juin 2019.

Ces actions nouvelles, qui portent jouissance au 1^{er} janvier 2019, sont immédiatement assimilées aux actions ordinaires composant le capital social d'Edenred. A l'issue de l'opération, le capital social était ainsi composé de 243 204 857 actions.

Le dividende total s'élève à 206 millions d'euros, dont 62 millions d'euros en numéraire qui ont été versés aux actionnaires du Groupe le 11 juin 2019.

3.2 . EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.



NOTE 4 : ACTIVITE OPERATIONNELLE

4.1 . SECTEURS OPERATIONNELS



La norme IFRS 8 requiert de présenter l'information financière regroupée par « secteurs opérationnels ». Les secteurs opérationnels doivent refléter les regroupements effectués par « le principal décideur opérationnel » lorsqu'il alloue les ressources et analyse les performances de l'ensemble consolidé.

Outre les aspects de similarité des caractéristiques économiques à long terme, la norme IFRS 8 exige également que les 5 autres critères de regroupement suivants soient remplis :

- a) la nature des produits et services ;
- b) la nature des procédés de fabrication ;
- c) le type ou la catégorie de clients auxquels sont destinés leurs produits et services ;
- d) les méthodes utilisées pour distribuer leurs produits ou fournir leurs services ; et
- e) s'il y a lieu, la nature de l'environnement réglementaire, par exemple, la banque, l'assurance ou les services publics.

Principal décideur opérationnel



Le principal décideur opérationnel du Groupe est le Président-directeur général assisté du Comité exécutif (ou « Direction générale »). En effet, la Direction générale affecte les ressources aux différents secteurs opérationnels et en évalue les performances.

Les décisions prises par la Direction générale se basent sur le reporting interne du Groupe. Ce reporting interne présente des données au niveau pays. En effet l'activité Edenred est multi-locale avec des décisions opérationnelles prises au niveau des zones géographiques homogènes.

Dans le reporting interne du Groupe, les données au niveau pays sont regroupées en quatre zones géographiques opérationnelles :

- la France ;
- l'Europe hors France ;
- l'Amérique latine ;
- le Reste du Monde.

Hormis la France, les secteurs présentés sont donc des regroupements de secteurs opérationnels.

Regroupements



Les regroupements « Europe hors France » et « Amérique latine » respectent chacun l'ensemble des critères énoncés ci-dessus.

Le secteur « Reste du Monde » comprend quant à lui les pays hors secteurs « France », « Europe hors France » et « Amérique latine ».

Enfin, les « Holdings et autres » regroupent la holding Edenred S.A., les sièges régionaux et les sociétés n'ayant pas d'activités opérationnelles.

Les transactions entre secteurs ne sont pas significatives.

4.1.1. PRESENTATION CONDENSEE DES DONNEES FINANCIERES

1ER SEMESTRE 2019



Résultat

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Holdings et autres	Jun 2019
Chiffre d'affaires opérationnel	128	294	266	60	-	748
Autres revenus	3	5	18	3	-	29
Revenu total externe au groupe	131	299	284	63	-	777
Chiffres d'affaires intersecteurs	-	6	-	-	(6)	-
TOTAL REVENUS DES SECTEURS OPERATIONNELS	131	305	284	63	(6)	777
CHARGES D'EXPLOITATION	(89)	(173)	(155)	(45)	(5)	(467)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBITDA) *	42	126	129	18	(5)	310
RÉSULTAT D'EXPLOITATION AVANT AUTRES CHARGES ET PRODUITS (EBIT)	31	107	109	10	(8)	249

* L'impact IFRS 16 dans l'EBITDA est de 15 millions d'euros.

1ER SEMESTRE 2018



Résultat

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Holdings et autres	Jun 2018
Chiffre d'affaires opérationnel	118	244	243	35	-	640
Autres revenus	3	4	16	2	-	25
Revenu total externe au groupe	121	248	259	37	-	665
Chiffres d'affaires intersecteurs	-	5	-	-	(5)	-
TOTAL REVENUS DES SECTEURS OPERATIONNELS	121	253	259	37	(5)	665
CHARGES D'EXPLOITATION	(85)	(149)	(143)	(31)	(6)	(414)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBITDA)	36	99	116	6	(6)	251
RÉSULTAT D'EXPLOITATION AVANT AUTRES CHARGES ET PRODUITS (EBIT)	30	87	101	4	(7)	215

Analyse des variations du revenu total et du résultat d'exploitation avant autres charges et produits



Les variations entre le 1^{er} semestre 2019 et le 1^{er} semestre 2018 de l'activité du Groupe se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	Δ Juin 2019 / Juin 2018									
	Jun 2019	Jun 2018	Croissance organique		Effets de périmètre et impact IFRS16		Impact de change		Variation totale	
			En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %
Chiffre d'affaires opérationnel	748	640	+92	+14,4%	+29	+4,5%	(13)	(2,1)%	+108	+16,8%
Autres revenus	29	25	+5	+19,1%	+0	+0,1%	(1)	(3,6)%	+4	+15,6%
Revenu total externe au groupe	777	665	+97	+14,6%	+29	+4,4%	(14)	(2,1)%	+112	+16,8%
CHARGES D'EXPLOITATION	(467)	(414)	(60)	+14,6%	(1)	+0,2%	8	(1,8)%	(53)	+13,0%
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBITDA) *	310	251	+37	+14,6%	+28	+11,2%	(6)	(2,8)%	+59	+23,0%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION AVANT AUTRES CHARGES ET PRODUITS (EBIT)	249	215	+34	+15,4%	+7	+3,3%	(7)	(3,1)%	+34	+15,6%

* L'impact IFRS 16 dans l'EBITDA est de 15 millions d'euros.

4.1.2. PRESENTATION DES SECTEURS OPERATIONNELS PAR INDICATEUR



Revenu total par zone géographique

Le revenu total est composé du chiffre d'affaires opérationnel et des autres revenus.



(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Holdings et autres	TOTAL
Revenu total Juin 2019	131	299	284	63	-	777
Revenu total Juin 2018	121	248	259	37	-	665
Variation	10	51	25	26	-	112
% de variation	+8,4%	+20,4%	+9,9%	+67,9%	-	+16,8%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+10	+40	+37	+10	-	+97
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+8,4%	+16,3%	+14,3%	+25,2%	-	+14,6%



Chiffre d'affaires opérationnel par zone géographique

Les variations entre le 30 juin 2019 et le 30 juin 2018 du chiffre d'affaires opérationnel se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	TOTAL
Chiffre d'affaires opérationnel Juin 2019	128	294	266	60	748
Chiffre d'affaires opérationnel Juin 2018	118	244	243	35	640
Variation	10	50	23	25	108
% de variation	+8,6%	+20,1%	+9,9%	+68,9%	+16,8%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+10	+39	+35	+8	+92
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+8,6%	+15,9%	+14,5%	+22,1%	+14,4%



Autres revenus

Les autres revenus correspondent aux revenus générés par le placement des fonds structurellement mis à la disposition d'Edenred entre :

- la date d'émission et la date de remboursement pour les titres de service prépayés, et
- la date de chargement et la date d'utilisation des crédits pour les cartes prépayées.

Les autres revenus cumulés avec le chiffre d'affaires opérationnel, forment le revenu total du Groupe.



(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Holdings et autres	TOTAL
Autres revenus Juin 2019	3	5	18	3	-	29
Autres revenus Juin 2018	3	4	16	2	-	25
Variation	(0)	+1	+2	+1	-	+4
% de variation	(1,4)%	+39,6%	+9,3%	+50,9%	-	+15,6%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(0)	+1	+2	+2	-	+5
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(1,4)%	+39,9%	+11,1%	+78,0%	-	+19,1%



Excédent brut d'exploitation

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Holdings et autres	TOTAL
Excédent Brut d'exploitation (EBITDA) Juin 2019	42	126	129	18	(5)	310
Excédent Brut d'exploitation (EBITDA) Juin 2018	36	99	116	6	(6)	251
Variation	+6	+27	+13	+12	+1	+59
% de variation	+17,0%	+27,5%	+11,1%	+215,7%	+12,5%	+23,0%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+2	+16	+14	+4	+1	+37
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+5,5%	+16,1%	+11,8%	+66,7%	(27,6)%	+14,6%

L'excédent brut d'exploitation correspond au revenu total diminué des charges d'exploitation.



Résultat d'exploitation avant autres charges et produits

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Holdings et autres	TOTAL
Résultat d'exploitation avant autres charges et produits (EBIT) Juin 2019	31	107	109	10	(8)	249
Résultat d'exploitation avant autres charges et produits (EBIT) Juin 2018	30	87	101	4	(7)	215
Variation	+1	+20	+8	+6	(1)	+34
% de variation	+4,5%	+22,2%	+8,1%	+137,4%	+13,6%	+15,6%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+1	+15	+13	+4	+1	+34
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+4,5%	+16,7%	+12,5%	+90,2%	(14,0)%	+15,4%

4.2 . CHIFFRE D'AFFAIRES OPERATIONNEL PAR LIGNE DE METIER



Conformément à la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients », les revenus sont reconnus lors du transfert du contrôle des biens et services au client :

- Activité « Avantages aux salariés » et « Solutions de mobilité professionnelle » :
 - o Commissions perçues auprès des entreprises clientes, reconnues lors de l'émission des titres et de leur envoi aux clients ;
 - o Commissions perçues auprès des commerçants partenaires, reconnues lors de la demande de remboursement par le bénéficiaire ;
 - o Les gains réalisés sur les titres de services non présentés sont reconnus en résultat progressivement après la date d'expiration des droits de remboursement.

Les transactions dans lesquelles le Groupe agit en tant que principal génèrent un revenu à hauteur de l'intégralité des montants perçus. Lorsque le Groupe agit en tant qu'agent, seule une commission d'intermédiaire est reconnue en chiffre d'affaires.

- Activité « Solutions complémentaires » pour laquelle le revenu correspond au montant de la prestation facturée à l'entreprise cliente et est comptabilisé à la date de livraison des solutions.

En complément d'une désagrégation par secteur géographique communiquée dans l'information sectorielle, le Groupe présente ci-dessous une désagrégation de son chiffre d'affaires opérationnel par ligne de métier.

Les activités et les types de revenus rattachés sont décrits dans le rapport de gestion du document de référence 2018.

<i>(en millions d'euros)</i>	Avantages aux salariés	Solutions de mobilité professionnelle	Solutions complémentaires	TOTAL
Chiffre d'affaires opérationnel Juin 2019	472	192	84	748
Chiffre d'affaires opérationnel Juin 2018	420	161	59	640
Variation	52	31	25	108
% de variation	+12,2%	+19,3%	+43,1%	+16,8%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+60	+25	+7	+92
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+14,2%	+15,4%	+13,2%	+14,4%

4.3 . CHARGES D'EXPLOITATION



(en millions d'euros)	Jun 2019	Jun 2018
Coûts de personnel	(235)	(209)
Coûts des ventes	(74)	(70)
Taxes d'exploitation	(22)	(21)
Loyers ⁽¹⁾	(1)	(10)
Autres charges d'exploitation	(135)	(104)
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	(467)	(414)

(1) Au 30 juin 2019, les charges d'exploitation sont impactées à hauteur de 15 millions d'euros par le retraitement des loyers suite à l'application d'IFRS 16

Les autres charges d'exploitation sont principalement constituées des dépenses informatiques, d'honoraires, de dépenses de marketing et publicité, des dotations/reprises de dépréciations pour actif circulant et de frais de développement.

4.4 . VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET DES FONDS A REMBOURSER



(en millions d'euros)	Jun 2019	Décembre 2018	Jun 2018	Variation Jun 2019 / Décembre 2018
Stocks (nets)	26	27	26	(1)
Clients (nets)	2 082	1 875	1 719	207
Autres tiers actifs (nets)	327	280	266	47
BFR Actif	2 435	2 182	2 011	253
Fournisseurs	266	224	212	42
Autres tiers passifs	832	614	482	218
Fonds à rembourser	4 908	4 959	4 355	(51)
BFR Passif	6 006	5 797	5 049	209
BFR NET NEGATIF	3 571	3 615	3 038	(44)
Dettes d'impôts courants	24	13	7	11
BFR NET NEGATIF (yc dettes d'IS)	3 595	3 628	3 045	(33)

Les autres tiers actifs et passifs sont détaillés dans les notes annexes aux comptes consolidés de décembre 2018 et correspondent notamment aux créances fiscales et sociales, aux charges constatées d'avance, aux dettes fiscales et sociales, aux produits constatés d'avance, ainsi qu'aux fonds reçus non chargés.



(en millions d'euros)	Jun 2019	Jun 2018
BFR net de début de période	3 615	3 230
Variation du besoin en fonds de roulement ⁽¹⁾	(108)	(187)
Éléments de BFR inclus dans les acquisitions	51	11
Éléments de BFR inclus dans les cessions	1	-
Dépréciations	8	1
Différence de conversion	1	(39)
Reclassements vers les autres postes du bilan	3	22
Variation nette de BFR	(44)	(192)
BFR NET DE FIN DE PERIODE	3 571	3 038

(1) Cf. Note 1.4 - « Tableau des flux de trésorerie consolidés »

4.5 . VARIATION DES FONDS RESERVES



Les fonds réservés sont représentatifs de la valeur faciale des titres de services en circulation soumis à des réglementations particulières dans certains pays (notamment en France pour les solutions *Ticket Restaurant®* et *Ticket CESU*). En particulier, ces fonds font l'objet de restrictions quant à leur utilisation et ne sont pas fongibles avec la trésorerie du Groupe. Ils restent la propriété d'Edenred et sont investis dans des instruments financiers donnant lieu à rémunération sous contrainte du régulateur local.

Les fonds réservés correspondent principalement aux fonds des titres de services soumis à une réglementation spéciale en France (710 millions d'euros), au Royaume-Uni (625 millions d'euros), aux États-Unis (96 millions d'euros), en Roumanie (79 millions d'euros), en Italie (19 millions d'euros), aux Emirats Arabes Unis (16 millions d'euros), en Bulgarie (15 millions d'euros) et en Uruguay (8 millions d'euros).



(en millions d'euros)	Jun 2019	Jun 2018
Fonds réservés de début de période	(1 402)	(1 127)
Variation de la période en données comparables ⁽¹⁾	(132)	(121)
Fonds réservés inclus dans les acquisitions	(35)	-
Autres variations	(10)	-
Différence de conversion	5	0
Variation nette des Fonds réservés	(172)	(121)
FONDS RESERVES DE FIN DE PERIODE	(1 574)	(1 248)

(1) Cf. Note 1.4 - « Tableau des flux de trésorerie consolidés »

NOTE 5 : ACTIFS NON COURANTS

5.1 . GOODWILL

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2019	Décembre 2018
Valeurs brutes	1 774	1 147
Amortissements cumulés et dépréciations	(170)	(171)
TOTAL EN VALEUR NETTE	1 604	976



En l'absence d'indice de perte de valeur, les goodwill comptabilisés au 30 juin 2019 n'ont pas fait l'objet d'un nouveau test de dépréciation.

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2019	Décembre 2018
Etats-Unis (y compris CSI)	459	14
Brésil (y compris Repom et Embratec)	366	359
UTA (y compris Road Account)	168	149
Royaume-Uni (y compris Prepay Technologies et TRFC)	142	43
Italie (y compris Easy Welfare)	96	46
France (Ticket Cadeaux)	92	92
France (principalement ProwebCE)	52	52
Mexique	44	42
Roumanie	31	31
Finlande	19	19
Slovaquie	18	18
Pologne (Timex) *	18	18
Suède	17	17
France (Moneo Resto)	14	14
Japon	13	12
République Tchèque	13	13
Belgique (y compris Merits & Benefits et Ekivita)	11	4
Dubaï	9	9
Portugal	6	6
Autres (inférieurs à 5 millions d'euros)	16	17
TOTAL EN VALEUR NETTE	1 604	976

* dont 2 millions d'euros provenant d'UTA Polska, reclassé en goodwill suite à son passage de mise en équivalence à une consolidation par intégration globale



La variation des goodwill nets sur la période considérée s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2019	Décembre 2018
VALEUR NETTE EN DEBUT DE PERIODE	976	994
Augmentation de la valeur brute et impact des entrées de périmètre	617	27
. Etats unis (acquisition CSI) ⁽¹⁾	443	-
. Royaume unis (acquisition TRFC) ⁽¹⁾	99	-
. Allemagne (acquisition Road Account) ⁽¹⁾	19	-
. Belgique (acquisition Merit & Ekivita) ⁽¹⁾	6	-
. Italie (acquisition Easy Welfare) ⁽¹⁾	50	-
. Allemagne (acquisition UTA)	-	1
. Slovaquie (acquisition VASA)	-	(3)
. Brésil (intégration Good Card)	-	4
. Pologne (acquisition Timex)	-	18
. Pérou (acquisition Effectibono)	-	4
. Autres acquisitions	-	3
Cessions de l'exercice	(2)	-
Dépréciations	2	(5)
Différence de conversion	11	(40)
VALEUR NETTE EN FIN DE PERIODE	1 604	976

(1) Cf. Note 2 – « Acquisitions, développements et cessions »

5.2 . IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2019	Décembre 2018
VALEURS BRUTES		
Marques	65	66
Listes clients	514	335
Licences, logiciels	361	330
Autres immobilisations incorporelles	87	85
TOTAL VALEURS BRUTES	1 027	817
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR		
Marques	(11)	(10)
Listes clients	(126)	(111)
Licences, logiciels	(238)	(220)
Autres immobilisations incorporelles	(46)	(45)
TOTAL AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR CUMULES	(421)	(385)
VALEURS NETTES	606	432



Tableau de variation des immobilisations incorporelles :

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2019	Décembre 2018
VALEURS NETTES EN DEBUT DE PERIODE	432	433
Entrées de périmètre *	183	8
Immobilisations générées en interne	28	47
Acquisitions	-	20
Dotations aux amortissements	(39)	(61)
Pertes de valeur comptabilisées en charges	(2)	(0)
Cessions	(1)	(0)
Différence de conversion	5	(17)
Reclassements	-	2
VALEURS NETTES EN FIN DE PERIODE	606	432

* Cf. Note 2 – « Acquisitions, développements et cessions ».

5.3 . IMMOBILISATIONS CORPORELLES



Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût de revient moins les amortissements et les pertes de valeur. Les immobilisations corporelles en cours de construction sont comptabilisées au coût, diminué de toute perte de valeur identifiée. L'amortissement de ces actifs commence dès leur mise en service.



(en millions d'euros)	Juin 2019			Décembre 2018		
	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	VALEUR NETTE	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	VALEUR NETTE
Terrains	2	-	2	2	-	2
Constructions	14	(6)	8	13	(6)	7
Agencements	31	(18)	13	30	(18)	12
Matériels et mobiliers	120	(92)	28	124	(95)	29
Droit d'utilisation	99	(14)	85	-	-	-
Immobilisations en cours	3	-	3	2	-	2
Total	269	(130)	139	171	(119)	52



La variation des immobilisations nettes sur la période considérée s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Juin 2019	Décembre 2018
VALEURS NETTES EN DEBUT DE PERIODE	52	46
Entrées de périmètre	1	1
Investissements	9	22
Cessions	-	(1)
Dotations aux amortissements	(8)	(15)
Pertes de valeur comptabilisées en charges	-	-
Différence de conversion	-	(2)
Autres reclassements	-	1
VALEURS NETTES EN FIN DE PERIODE - Avant IFRS 16	54	52
Impact IFRS 16 en fin de période *	85	-
VALEURS NETTES EN FIN DE PERIODE	139	52

* L'impact IFRS16 à l'ouverture est de 91 millions d'euros.

5.4 . PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Au 30 juin 2019, les participations dans les sociétés mises en équivalence sont principalement composées des sociétés AGES (AGES Maut System Gmbh & Co KG and Ages International Gmbh & Co KG) et MSC (Mercedes Service Card Beteiligung Gmbh et Mercedes Service Card Gmbh & Co KG).

Impact au compte de résultat :

(en millions d'euros)	Jun 2019	Jun 2018
Résultat des sociétés mises en équivalence	6	6
Total résultat des sociétés mises en équivalence	6	6

Impact au bilan :

(en millions d'euros)	Jun 2019	Décembre 2018
Ecart d'acquisition	-	-
Participation dans les sociétés mises en équivalence	64	66
Total Participation dans les sociétés mises en équivalence	64	66

Variation des participations dans les sociétés mises en équivalence :

(en millions d'euros)	Jun 2019	Décembre 2018
Participation dans les sociétés mises en équivalence de début de période	66	62
Résultat des sociétés mises en équivalence	6	11
Acquisition de 35% de la société Goodcard	-	7
Passage d'UTA Polska en intégration globale	-	(2)
Dividendes reçus de participations mises en équivalence d'AGES et MSC	(9)	(12)
Participation dans les sociétés mises en équivalence de fin de période	64	66

5.5 . DETAIL DES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DEPRECIATION

(en millions d'euros)	Jun 2019	Jun 2018
Amortissements liés aux réévaluations à la juste valeur des actifs lors de regroupements d'entreprises	(18)	(11)
Autres amortissements	(29)	(25)
Amortissements liés à l'impact IFRS 16	(14)	-
Dépréciations sur actifs non courants	(0)	-
TOTAL	(61)	(36)

NOTE 6 : ELEMENTS FINANCIERS

6.1 . RESULTAT FINANCIER

(en millions d'euros)	Jun 2019	Jun 2018
Coût de l'endettement brut	(29)	(25)
Effet des instruments de couverture	10	9
Produits générés par la trésorerie et autres placements de trésorerie	12	6
Coût de l'endettement net	(7)	(10)
Gains (Pertes) sur écarts de change	1	3
Autres produits financiers	4	1
Autres charges financières *	(12)	(9)
RESULTAT FINANCIER	(14)	(15)

(*) Au 30 juin 2019, le poste "Autres charges financières" comprend la charge d'intérêts sur les passifs locatifs IFRS 16 pour 2 M€

Le coût d'endettement brut au 30 juin 2019 inclut l'amortissement de la charge à répartir des emprunts obligataires émis par la société pour 4 millions d'euros.

Les effets des instruments de couverture correspondent aux charges et produits d'intérêts sur les swaps de taux d'intérêts comme présentés en Note 6.6 « Instruments financiers et gestion des risques de marché ».

Les postes des autres produits financiers et autres charges financières sont principalement constitués de frais bancaires, d'agios et d'intérêts divers, et de dépréciations à caractère financier.

6.2 . ACTIFS FINANCIERS



Un actif financier tel que défini par la norme IFRS 9 est un droit contractuel à un avantage économique qui se traduira in fine par la réception d'un flux de trésorerie ou d'un instrument de capitaux propres. Lors de sa première comptabilisation au bilan, un actif financier est évalué à sa juste valeur majorée, des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition de cet actif. Cette juste valeur initiale correspond au prix d'acquisition de l'instrument.

6.2.1. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les actifs financiers non courants sont principalement constitués de titres de participations et des dépôts et cautionnements.

(en millions d'euros)	Jun 2019			Décembre 2018			Jun 2018		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Titres de participations*	57	(8)	49	35	(1)	34	38	(5)	33
Dépôts et cautionnements	27	-	27	12	-	12	11	-	11
Autres	2	-	2	2	-	2	3	-	3
ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	86	(8)	78	49	(1)	48	52	(5)	47

* dont la revalorisation est comptabilisée par résultat

6.2.2. ACTIFS FINANCIERS COURANTS



(en millions d'euros)	Juin 2019			Décembre 2018			Juin 2018		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Autres actifs financiers courants	1	-	1	2	-	2	3	(1)	2
Créances sur cessions d'actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instrument(s) dérivés	119	-	119	44	-	44	31	-	31
ACTIFS FINANCIERS COURANTS	120	-	120	46	-	46	34	(1)	33

Le poste des « Autres actifs financiers courants » est principalement constitué de prêts courants avec des contreparties externes classés dans la catégorie « Prêts et créances ».

Les instruments dérivés sont comptabilisés selon les principes de la norme IFRS 9 « Instruments financiers ». Leur traitement comptable est détaillé dans la Note 6.6 « Instruments financiers et gestion des risques de marché » du document de référence du 31 décembre 2018.

6.3 . TRESORERIE ET AUTRES PLACEMENTS DE TRESORERIE



Les postes « Trésorerie et équivalents de trésorerie » et « Autres placements de trésorerie » sont tous deux retenus dans le calcul de l'endettement net.



(en millions d'euros)	Juin 2019			Décembre 2018			Juin 2018		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Disponibilités	437	-	437	865	-	865	326	-	326
Dépôts à terme et assimilés à moins de 3 mois	384	-	384	423	-	423	374	-	374
Obligations et titres de créances négociables	1	-	1	32	-	32	10	-	10
Comptes bancaires rémunérés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SICAV et FCP à moins de 3 mois	21	-	21	17	-	17	23	-	23
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	843	-	843	1 337	-	1 337	733	-	733
Dépôts à terme et assimilés à plus de 3 mois	463	(1)	462	491	(1)	490	437	(3)	434
Obligations et titres de créances négociables	181	-	181	163	-	163	141	-	141
SICAV et FCP à plus de 3 mois	1	-	1	1	-	1	1	-	1
AUTRES PLACEMENTS DE TRESORERIE	645	(1)	644	655	(1)	654	579	(3)	576
TOTAL TRESORERIE ET AUTRES PLACEMENTS DE TRESORERIE	1 488	(1)	1 487	1 992	(1)	1 991	1 312	(3)	1 309

6.4 . DETTES FINANCIERES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

(en millions d'euros)	Juin 2019			Décembre 2018			Juin 2018		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts non bancaires	2 265	-	2 265	2 197	-	2 197	1 688	-	1 688
Emprunts bancaires	28	13	41	16	66	82	14	67	81
Neu CP	-	544	544	-	210	210	-	400	400
DETTES FINANCIERES	2 293	557	2 850	2 213	276	2 489	1 702	467	2 169
BANQUES CREDITRICES	-	77	77	-	21	21	-	191	191
Dépôts et cautionnements	8	20	28	1	13	14	1	15	16
Engagements d'achat sur intérêts ne conférant pas le contrôle	67	119	186	57	102	159	42	94	137
Instruments dérivés	-	2	2	-	6	6	-	11	11
Autres	4	4	8	3	4	7	4	5	9
Passifs localifs	63	23	86	-	-	-	-	-	-
AUTRES PASSIFS FINANCIERS	142	168	310	61	125	186	47	125	172
DETTES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS	2 435	802	3 237	2 274	422	2 696	1 749	783	2 532

Les dettes et autres passifs financiers ne sont assortis d'aucune clause particulière (dont notamment des covenants) susceptible d'en modifier significativement les termes.

Les passifs localifs incluent l'impact de la comptabilisation de la norme IFRS 16.

Dettes financières

Emprunts obligataires

Au 30 juin 2019, le Groupe présente un encours brut d'emprunts obligataires de 1 975 millions d'euros qui se ventile ainsi :

Date d'émission	Montant en M€	Coupon	Échéance
06/12/2018	500	1,875%	7 ans & 3 mois 06/03/2026
30/03/2017	500	1,875%	10 ans 30/03/2027
10/03/2015	500	1,375%	10 ans 10/03/2025
30/10/2013	250	2,625%	7 ans 30/10/2020
23/05/2012	225	3,75%	10 ans 23/05/2022
Encours brut d'emprunts obligataires	1 975		

Pour rappel, le montant de l'encours brut d'emprunts obligataires s'élevait à 1 975 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Date d'émission	Montant en M€	Coupon	Échéance
06/12/2018	500	1,875%	7 ans & 3 mois 06/03/2026
30/03/2017	500	1,875%	10 ans 30/03/2027
10/03/2015	500	1,375%	10 ans 10/03/2025
30/10/2013	250	2,625%	7 ans 30/10/2020
23/05/2012	225	3,75%	10 ans 23/05/2022
Encours brut d'emprunts obligataires	1 975		

Autres emprunts non bancaires

Au 30 juin 2019, le placement privé de 250 millions d'euros en financement Schuldschein présente différentes tranches en maturité et type de taux à l'émission pour un total se répartissant comme suit :

Taux		Montant en M€	Coupon	Échéance
Fixe	1,05%	45	5	29/06/2021
Variable	Euribor 6 mois * +105 bp	68	5	29/06/2021
Fixe	1,47%	32	7	29/06/2023
Variable	Euribor 6 mois * +130 bp	105	7	29/06/2023
Total de l'emprunt Schuldschein		250		

* Euribor 6 mois floor à 0%

Emprunts bancaires

Le Groupe présente un encours d'emprunts bancaires de 41 millions d'euros au 30 juin 2019.

Programme NEU CP

En avril 2019 Edenred a porté le plafond du programme de dette à court terme NEU CP (Negotiable European Commercial Paper - nouveau format des billets de trésorerie) à 750 millions d'euros à comparer à une autorisation de 500 millions d'euros depuis mars 2018. Au 30 Juin 2019, l'encours de dette financière court terme du programme s'élevait à 544 millions d'euros.

Analyse par échéance – Valeurs comptables

Au 30 Juin 2019



(en millions d'euros)	Juin 2020	Juin 2021	Juin 2022	Juin 2023	Juin 2024	Au-delà de Juin 2025	Juin 2019
Dettes et autres passifs financiers	802	447	281	151	14	1 542	3 237
Total	802	447	281	151	14	1 542	3 237

Au 31 décembre 2018



(en millions d'euros)	2019	2020	2021	2022	2023	2024 et au-delà	Décembre 2018
Dettes et autres passifs financiers	422	284	137	244	137	1 472	2 696
Total	422	284	137	244	137	1 472	2 696

Au 30 juin 2018



(en millions d'euros)	Juin 2019	Juin 2020	Juin 2021	Juin 2022	Juin 2023	Au-delà de Juin 2024	Juin 2018
Dettes et autres passifs financiers	783	11	383	259	147	949	2 532
Total	783	11	383	259	147	949	2 532

6.5 . ANALYSE DE L'ENDETTEMENT NET ET DE LA TRESORERIE NETTE



(en millions d'euros)	Juin 2019	Décembre 2018	Juin 2018
Dettes financières non courantes	2 293	2 213	1 702
Autres passifs financiers non courants	142	61	47
Dettes financières courantes	557	276	467
Autres passifs financiers courants	168	125	125
Concours bancaires	77	21	191
DETTES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS	3 237	2 696	2 532
Actifs financiers courants	(120)	(46)	(33)
Autres placements de trésorerie	(644)	(654)	(576)
Trésorerie & équivalents de trésorerie	(843)	(1 337)	(733)
TRESORERIE ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	(1 607)	(2 037)	(1 342)
DETTE NETTE	1 630	659	1 190

Les autres passifs financiers non courants et courants intègrent les passifs locatifs IFRS 16.



(en millions d'euros)	Juin 2019	Décembre 2018	Juin 2018
Dette nette début de période	659	697	697
Augmentation (diminution) des dettes financières non courantes	80	464	(46)
Augmentation (diminution) des autres passifs financiers non courants	18	44	30
Diminution (augmentation) des autres placements de trésorerie	10	114	192
Diminution (augmentation) de la trésorerie et équivalents de trésorerie, net des concours bancaires	550	(741)	33
Augmentation (diminution) des autres postes financiers	227	81	284
Augmentation (diminution) de la dette nette sur la période - Avant IFRS 16	885	(38)	493
Impact IFRS 16	86	-	-
DETTE NETTE FIN DE PERIODE	1 630	659	1 190

6.6 . INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES DE MARCHÉ

Risque de taux : Analyse taux fixe / taux variable

Avant couverture

Les dettes financières avant opérations de couverture se décomposent comme suit :

 (en millions d'euros)	Juin 2019			Décembre 2018			Juin 2018		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
Dettes à taux fixe (1)	2 674	1,6%	94%	2 313	2,1%	93%	1 993	1,9%	92%
Dettes à taux variable	176	1,4%	6%	176	1,4%	7%	176	1,4%	8%
DETTES FINANCIERES	2 850	1,5%	100%	2 489	2,0%	100%	2 169	1,9%	100%

(1) Les taux mentionnés pour la dette à taux fixe correspondent aux taux contractuels (soit 3,750%, 2,625%, 1,375%, 1,875% et 1,875%) appliqués au nombre de jours exact de l'année divisé par 360.

Après couverture

Après opérations de couverture de taux, les dettes financières se répartissent de la manière suivante :

 (en millions d'euros)	Juin 2019			Décembre 2018			Juin 2018		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
Dettes à taux fixe	806	0,6%	28%	455	1,1%	18%	644	0,7%	30%
Dettes à taux variable	2 044	1,0%	72%	2 034	1,2%	82%	1 525	1,2%	70%
DETTES FINANCIERES	2 850	0,9%	100%	2 489	1,2%	100%	2 169	1,1%	100%

Risque de change : Analyse par devise

Avant couverture

Les dettes financières hors opérations de couverture se décomposent comme suit :

 (en millions d'euros)	Juin 2019			Décembre 2018			Juin 2018		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
EUR	2 842	1,5%	100%	2 423	1,8%	97%	2 106	1,6%	97%
Autres devises	8	7,1%	0%	66	12,1%	3%	63	12,4%	3%
DETTES FINANCIERES	2 850	1,5%	100%	2 489	2,0%	100%	2 169	1,9%	100%

Après couverture

Après opérations de couverture de change, les dettes financières se répartissent de la manière suivante :

 (en millions d'euros)	Juin 2019			Décembre 2018			Juin 2018		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
EUR	2 842	0,9%	100%	2 420	1,0%	97%	2 101	0,9%	97%
Autres devises	8	6,7%	0%	69	6,6%	3%	68	6,6%	3%
DETTES FINANCIERES	2 850	0,9%	100%	2 489	1,2%	100%	2 169	1,1%	100%

Les opérations de couverture de taux d'intérêts sont constituées principalement d'instruments dérivés sous forme de swaps de « variabilisation » du taux fixe en taux variable de dette euro émise à taux fixe. Il

s'agit donc de swaps receveurs du taux fixe et payeurs du taux variable. La classification IFRS de ces dérivés de « variabilisation » est Fair Value Hedge selon la norme IFRS 9.

Ces swaps de taux ont un notionnel total de 1 932 millions d'euros pour une dette sous-jacente de 2 007 millions d'euros. Au 30 juin 2019, leur juste valeur est de 82 millions d'euros, comptabilisé en instrument dérivé actif.

Ces opérations ont des impacts non significatifs en compte de résultat en raison de la classification IFRS en comptabilité de couverture.

NOTE 7 : IMPOTS SUR LES BENEFICES – TAUX EFFECTIF D'IMPOT



Le taux effectif d'impôt est calculé :

- sur la base du résultat avant impôt ;
- sur la base de la charge d'impôt après retraitement de la taxe sur dividendes, des retenues à la source, des déficits activés sur la période, et des éléments atypiques.

Le taux effectif d'impôt ainsi calculé passe de 30,4% au 30 juin 2018 à 30,1% au 30 juin 2019.

NOTE 8 : RESULTAT PAR ACTION



Au 30 juin 2019, le capital social est composé de 243 328 507 actions.

Au 30 juin 2019, le nombre d'actions en circulation et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation se détaillent comme suit :

<i>En actions</i>	Jun 2019	Jun 2018
NOMBRE D' ACTIONS AU CAPITAL SOCIAL A LA CLOTURE	243 328 507	239 713 415
Nombre d'actions en circulation à l'ouverture	237 899 138	234 205 983
Nombre d'actions résultant du paiement du dividende	3 938 507	3 863 610
Nombre d'actions issues de la conversion des plans d'actions sous conditions de performance	894 357	558 390
Nombre d'actions issues de la conversion des plans de stock options*	123 650	446 565
Nombre d'actions annulées	(894 357)	(381 970)
Actions du capital social hors actions propres	4 062 157	4 486 595
Actions propres non liées au contrat de liquidité	1 309 227	(1 100 064)
Actions propres liées au contrat de liquidité	20 384	10 000
Actions propres	1 329 611	(1 090 064)
NOMBRE D' ACTIONS EN CIRCULATION A LA CLOTURE	243 290 906	237 602 514
Actions du capital social - Effet prorata temporis	(3 597 116)	(3 697 776)
Actions propres - Effet prorata temporis	439 511	697 398
Effet prorata temporis	(3 157 604)	(3 000 378)
NOMBRE MOYEN PONDERE D' ACTIONS EN CIRCULATION SUR LA PERIODE	240 133 302	234 602 136

* Avant levée d'options entre le 3 juin et le 30 juin 2019 pour 3 200 actions.

Par ailleurs, 33 350 options de souscription d'actions (solde au 30 juin 2019) et 2 474 726 actions sous conditions de performance ont été attribuées au personnel sur la période de 2012 à 2019. Sur la base d'une conversion totale de ces actions potentielles, le nombre d'actions en circulation serait de 245 798 982 titres.

Sur la base des actions potentielles présentées ci-dessus et d'un cours moyen de l'action Edenred calculé :

- entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2017 pour les Plans 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 : 39,09 euros,
- entre le 18 février 2019 et le 30 juin 2019 pour le plan 11 : 40,58 euros.

Le nombre moyen pondéré d'actions totalement dilué au 30 juin 2019 est de 241 966 927.



	Jun 2019	Jun 2018
Résultat net - Part du Groupe (en millions d'euros)	146	124
Nombre moyen pondéré d'actions du capital social (en milliers)	239 731	236 016
Nombre moyen pondéré d'actions propres (en milliers)	402	(1 414)
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat de base par action (en milliers)	240 133	234 602
RESULTAT PAR ACTION DE BASE (en euros)	0,61	0,53
Nombre d'actions résultant de l'exercice d'options de souscription (en milliers)	34	234
Nombre d'actions résultant des actions sous conditions de performance (en milliers)	1 800	2 918
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	241 967	237 754
RESULTAT PAR ACTION DILUE (en euros)	0,60	0,52

NOTE 9 : AVANTAGES SOCIAUX

9.1 . PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

Principales caractéristiques

Le Conseil d'Administration du 20 février 2019 a donné délégation au Président-directeur général pour procéder à l'attribution conditionnelle de 597 220 actions de performance en date du 27 février 2019.

Les 597 220 actions initialement attribuées dans le cadre de ce plan d'une durée de trois ans sont soumises à l'atteinte de conditions de performance, appréciées entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 décembre 2021, avant de devenir des actions définitivement acquises au 27 février 2022.

Les conditions de performance, mesurées entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 décembre 2021, sont basées sur les objectifs suivants :

(i) deux objectifs sur conditions internes, à hauteur de 75 %, liés à une progression en données comparables :

- ✓ de l'EBIT Opérationnel du Groupe ;
- ✓ de la marge brute d'autofinancement avant autres charges et produits (FFO) ;

(ii) un objectif sur condition externe (de marché), à hauteur de 25 %, lié :

- ✓ au positionnement du *Total Shareholder Return (TSR)* Edenred par rapport aux TSR du SBF120.

En fonction de la performance réalisée, chaque condition de performance peut être atteinte jusqu'à 150% et les conditions peuvent se compenser si l'une a été dépassée et qu'une autre n'a pas été atteinte ou partiellement atteinte. Le nombre d'actions définitivement acquises ne pourra en revanche dépasser 100% des actions initialement attribuées.

Les actions de performance sont définitivement acquises sous réserve de l'atteinte des conditions de performance et de la condition de présence à l'issue de la période d'acquisition.

Juste valeur du plan d'actions sous conditions de performance



La juste valeur correspond à la valeur de l'action à la veille de la date d'attribution sous déduction de l'hypothèse de distribution de dividendes pendant la période d'acquisition.



La juste valeur s'élève à 33,54 euros par rapport à un cours de l'action de 38,07 euros, le 27 février 2019, date de l'octroi.

Les justes valeurs de ces rémunérations sont comptabilisées de façon linéaire sur la période d'acquisition des droits en charge de personnel en contrepartie des capitaux propres. La charge totale comptabilisée au titre du plan 2019 s'élève à 2 millions d'euros au 30 juin 2019.

NOTE 10 : AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS

10.1 . AUTRES CHARGES ET PRODUITS



Afin de faciliter la lecture des états financiers, la société utilise la rubrique « Autre charges et produits » de façon limitative et la comptabilisation d'éléments dans cette rubrique ne peut intervenir :

- qu'en lien avec un événement majeur survenu pendant la période comptable ;
- et dès lors que la présentation de ses impacts non distinctement des autres éléments du résultat fausserait la lecture de la performance de l'entreprise issue de son activité courante.

Les autres charges et produits se décomposent de la façon suivante :



<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2019	Jun 2018
Variation de la provision pour restructuration	1	0
Coûts de restructuration et de réorganisation	(1)	(0)
Charges de restructuration	-	0
Dépréciations d'immobilisations corporelles	(1)	-
Dépréciations d'immobilisations incorporelles	-	-
Dépréciation d'actifs	(1)	-
Plus ou moins-values	(5)	1
Provisions	16	1
Gains / (pertes) non récurrents	(22)	(5)
Autres	(11)	(3)
TOTAL AUTRES CHARGES ET PRODUITS	(12)	(3)

Les autres charges et produits au 30 juin 2019 sont constitués principalement :

- Des honoraires d'acquisitions 2019 pour 4 millions d'euros (cf. Note 2 – « Acquisitions, développements et cessions »)
- De la dépréciation complémentaire de nos actifs en Russie pour 3 millions d'euros.
- De la reprise de provision relative au litige avec Kering (ex PPR) et Conforama pour un montant de 19 millions d'euros et de la constatation de la charge correspondante en gains et pertes non récurrents.

Les autres charges et produits au 30 juin 2018 sont constitués principalement :

- Des honoraires versés dans le cadre d'une prise de participation complémentaire.

10.2 . PROVISIONS



La variation du poste des provisions à caractère non courant, entre le 1^{er} janvier 2019 et le 30 juin 2019, est constituée des éléments suivants :



(en millions d'euros)	Décembre 2018	Impact capitaux propres	Dotation de la période	Reprise avec utilisation	Reprise sans utilisation	Différence de conversion	Reclassement & périmètre	Juin 2019
- Provisions pour retraites et primes de fidélité	28	-	1	-	-	-	1	30
- Provisions pour litiges et autres	11	-	2	(1)	-	-	2	14
TOTAL PROVISIONS A CARACTERE NON COURANT	39	-	3	(1)	-	-	3	44

La variation du poste des provisions à caractère courant, entre le 1^{er} janvier 2019 et le 30 juin 2019, est constituée des éléments suivants :



(en millions d'euros)	Décembre 2018	Impact capitaux propres	Dotation de la période	Reprise avec utilisation	Reprise sans utilisation	Différence de conversion	Reclassement & périmètre	Juin 2019
- Provisions pour restructurations	2	-	-	(1)	-	-	-	1
- Provisions pour litiges et autres	38	-	1	(21)	(1)	-	(2)	15
TOTAL PROVISIONS A CARACTERE COURANT	40	-	1	(22)	(1)	-	(2)	16

Pris individuellement, il n'existe pas de litige significatif, à l'exception de ceux présentés dans la prochaine partie (Note 10.3 – « Litiges »).

Les reprises avec utilisation de 21 millions d'euros comprennent principalement la reprise de provision de 19 millions d'euros relative au litige avec Kering (ex PPR) et Conforama.

10.3 . LITIGES

Le Groupe est engagé dans le cours normal de ses activités dans un certain nombre de contentieux avec des tiers ou avec des autorités judiciaires et/ou administratives (y compris fiscales).

Les contentieux sont détaillés dans la Note 10.3 des états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2018. Ceux qui ont connu une évolution au cours du premier semestre 2019 sont présentés ci-après.

Contentieux fiscal France

Contrôle fiscal Edenred SA

Au cours des exercices 2017 et 2018, la Société Edenred SA a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur la période 2014 à 2016.

En décembre 2017, l'administration fiscale a notifié la Société au titre de l'exercice 2014. L'administration fiscale française considère en effet que la redevance de marque facturée aux filiales Brésiliennes est insuffisante et ne correspond pas à un prix de marché.

La notification au titre des exercices 2015 et 2016 a été adressée à la Société en juillet 2018. Comme initialement prévu, l'administration a réduit le rehaussement relatif à 2014 pour s'aligner sur sa position retenue au titre de 2015 et 2016.

Les droits, intérêts et pénalités notifiés au titre des 3 exercices concernés s'élèvent à un montant de 17 millions d'euros. La Société conteste ces rehaussements et a porté son dossier devant la commission nationale des impôts début 2019. La Société est dans l'attente d'une date d'audience devant la Commission.

La Société estime, après avoir pris avis auprès de ses conseils fiscaux, avoir de solides arguments pour contester le redressement. La Société n'a donc constitué aucune provision à ce titre.

Litige avec Kering (ex PPR) (qui s'est substitué à la Fnac) et Conforama

La Société Edenred France (venue aux droits d'Accentiv' Kadéos) est engagée dans un litige avec Fnac et Conforama, deux des enseignes de son réseau d'acceptation et de distribution de solutions cadeaux. Le litige porte sur le manquement par celles-ci à certaines obligations contractuelles leur incombant, notamment les exclusivités de distribution de la carte Kadéos® applicables jusqu'au 31 décembre 2011. La Fnac et Conforama ont en effet créé leur propre carte mono-enseigne et la distribuent dans leur réseau respectif.

En référé, Accentiv' Kadéos a demandé et vu aboutir, auprès de la Cour d'appel de Paris le 1^{er} décembre 2010, puis auprès de la Cour de Cassation le 15 novembre 2011, une injonction sous astreinte faite à la Fnac de cesser la distribution de sa carte mono-enseigne. Une même condamnation a été prononcée à l'encontre de Conforama le 3 décembre 2010. Le montant de l'ensemble des astreintes s'élève à 12 millions d'euros.

Sur le fond, le Tribunal de commerce de Paris a condamné, par jugement en date du 14 mars 2016, Kering et Conforama à verser 7 millions d'euros à Edenred France au titre de son préjudice et cent mille euros en compensation de la procédure intentée par Kering et Conforama jugée abusive.

Dans son arrêt rendu le 12 décembre 2018, la Cour d'appel de Paris a condamné Edenred France à restituer les sommes perçues par Edenred France au titre des astreintes et du préjudice mentionné ci-avant. Edenred France conteste la décision de la Cour d'appel de Paris et s'est pourvu en cassation. Cette procédure est toujours en cours. Suite à cette décision, Edenred France a remboursé le montant

total de la créance de 19 millions d'euros le 24 janvier 2019, cette créance était intégralement provisionnée au 31 décembre 2018.

Contentieux concurrence France

Le 9 octobre 2015, la société française Octoplus a saisi l'Autorité de la Concurrence d'une plainte concernant plusieurs sociétés françaises du secteur des titres-restaurant, dont Edenred France. Dans le cadre de l'instruction, le collège de l'Autorité de la Concurrence s'est réuni le 5 avril 2016 et le 7 juillet 2016 aux fins d'entendre l'ensemble des parties concernées ainsi que les services d'instruction. Le 6 octobre 2016, l'Autorité de la Concurrence a décidé de poursuivre ses investigations, sans prononcer de mesures conservatoires à l'encontre d'Edenred France.

Le 27 février 2019, les services d'instruction ont remis à Edenred France leur rapport final, qui contient deux griefs trouvant leurs origines au début des années 2000. Edenred les a contestés, tant sur le fond, que sur leur durée à travers ses observations remises à l'Autorité le 29 avril 2019. La décision du Collège de l'Autorité de la Concurrence devrait intervenir avant la fin de l'année 2019.

Contentieux fiscal Italie

Au cours des exercices 2018 et 2019 la Société Edenred Italie a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur la période 2014 à 2016.

En juin 2019, l'administration fiscale italienne a adressé à la société un « procès-verbal de fin de contrôle fiscal » au titre des exercices 2014 à 2016. L'administration fiscale y conteste notamment la facturation de la redevance de marque à Edenred Italie par Edenred SA. Les droits, intérêts et pénalités notifiés au titre des 3 exercices concernés s'élèvent à un montant d'environ 5 millions d'euros.

La Société estime, après avoir pris avis auprès de ses conseils fiscaux, avoir de solides arguments pour contester le redressement. La Société n'a donc constitué aucune provision à ce titre.

Contentieux Concurrence Turquie

Les autorités de la concurrence turques ont mené en février 2010 une investigation auprès d'Edenred Turquie et de Sodexo Turquie visant à examiner les comportements de ces deux entités sur leur marché entre 2007 et 2010. Cette investigation a débouché en juillet 2010 sur une décision de classement sans suite. Après avoir instruit la demande d'un autre acteur du marché demandant l'annulation de cette décision, la Haute Cour d'Etat a jugé que les autorités de concurrence devaient conduire à nouveau une investigation complète auprès de six acteurs du marché des titres services en Turquie, en ce y compris Edenred, au regard de leur comportement respectif sur le marché des titres services entre 2007 et 2010.

Le 15 novembre 2018, les autorités de la concurrence turques ont condamné Edenred à une amende d'un montant d'un million d'euros dans le cadre de sa participation dans Netser, la filiale créée avec Sodexo, il y a 17 ans, aux fins de fournir aux restaurateurs une solution technique efficace et bon marché d'accès au réseau monétique. L'amende a été payé par Edenred au premier semestre 2019. La Société a fait appel de cette décision le 31 mai 2019 auprès de la cour administrative d'Ankara.

Contentieux Novalto

ProwebCE a acquis le 16 février 2017 une participation de 12,6% dans la société Novalto, spécialisée dans la fourniture de solutions de motivation des salariés à destination des entreprises ne disposant pas de comité d'entreprise. Cet accord prévoyait la possibilité pour ProwebCe d'acquérir l'intégralité du capital de Novalto en deux fois d'ici 2019. Cette prise de participation initiale s'est accompagnée d'un accord opérationnel entre Novalto d'une part et ProwebCE et Edenred France d'autre part, prévoyant la fourniture de prestations de services croisés entre Novalto, ProwebCE et Edenred France.

Les actionnaires de Novalto, notamment la société Wiismile, ont assigné Edenred France et ProwebCE le 20 mars 2019 devant le tribunal de commerce de Lyon leur reprochant de ne pas avoir respecté leurs engagements dans le cadre de l'accord opérationnel afin de limiter artificiellement la valeur des titres



de la société sur lesquels Edenred France disposait d'options d'achat. Les actionnaires de Novalto demandent en conséquence un dédommagement d'environ 11 millions d'euros aux parties assignées.

Edenred France et ProwebCE contestent fermement ces affirmations et disposent de forts éléments, juridiques et opérationnels, en ce sens. La Société n'a donc constitué aucune provision à ce titre.

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion courante de ses activités, le Groupe est sujet à divers litiges, contentieux ou procédures, en cours, en suspens ou dont il pourrait être menacé. À la date du présent document, il n'existe, à la connaissance de la Société, aucun litige dont la Société et/ou une de ses filiales serai(en)t menacée(s) de nature à avoir un impact significatif sur l'activité, les résultats ou la situation financière du Groupe.

NOTE 11 : TAUX DE CHANGE

Code ISO	Monnaie	Pays	2019		2018	
			Taux clôture au 30/06/2019	Taux moyen	Taux clôture au 31/12/2018	Taux moyen
			1 euro =	1euro =	1 euro =	1euro =
ARS *	Peso	ARGENTINE	48,34	48,34	43,13	43,13
BRL	Real	BRESIL	4,35	4,34	4,44	4,31
USD	Dollar	ETATS-UNIS	1,14	1,13	1,15	1,18
MXN	Peso	MEXIQUE	21,82	21,65	22,49	22,71
RON	Leu	ROUMANIE	4,73	4,74	4,66	4,65
GBP	Pound	ROYAUME-UNI	0,90	0,87	0,89	0,88
SEK	Krona	SUEDE	10,56	10,52	10,25	10,26
CZK	Koruna	REPUBLIQUE TCHEQUE	25,45	25,68	25,72	25,64
TRY	Lira	TURQUIE	6,57	6,36	6,06	5,70
VES *	Bolivar	VENEZUELA	7 463,30	4 392,69	644,95	54,52

* Cf. Note 1.5 « Monnaie de présentation et monnaies étrangères »

NOTE 12 : ACTUALITE NORMATIVE

12.1. NORMES, AMENDEMENTS DE NORMES ET INTERPRETATIONS D'APPLICATION OBLIGATOIRE A COMPTER DU 1ER JANVIER 2019

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019 sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2019 :

Norme	Nom	Description du texte	Impact potentiel dans les comptes Edenred
IFRS 16	Contrats de location	IFRS 16 stipule comment un émetteur IFRS devra reconnaître, mesurer, présenter et publier les contrats de location.	cf note 1.3.1
IFRIC 23	Incertitude relative aux traitements fiscaux	L'interprétation préconise qu'une entité doit déterminer si chacune des incertitudes fiscales devrait être traitée séparément ou si certaines incertitudes devraient être traitées ensemble afin de déterminer le bénéfice imposable (perte fiscale), les bases d'imposition, les reports de déficits, les crédits d'impôt non utilisés ainsi que les taux d'imposition.	Le Groupe a mené une étude des incertitudes fiscales au sens IFRIC 23. Cette analyse n'a pas modifié l'évaluation des risques fiscaux déjà existants au 1 ^{er} janvier 2019
Améliorations annuelles IFRS	Cycle 2015 - 2017	1) IFRS 3, Regroupements d'entreprises : modifications précisant que lorsqu'une entité obtient le contrôle d'une entreprise commune, elle doit réévaluer ses intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. 2) IFRS 11, Partenariats : modifications précisant que lorsqu'une entité obtient le contrôle conjoint d'une entreprise commune, elle n'a pas à réévaluer ses intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. 3) IAS 12, Impôts sur le résultat : Clarifier que les dispositions de l'ancien paragraphe 52B s'appliquent à toutes les conséquences fiscales des dividendes. 4) IAS 23, Coûts d'emprunt - Les modifications précisent que si un emprunt contracté reste dû une fois que l'actif connexe est prêt pour son utilisation ou sa vente prévue, cet emprunt doit alors être traité en tant que fonds empruntés de façon générale aux fins du calcul du taux de capitalisation des emprunts généraux.	Pas d'impacts significatifs
Amendements à IFRS 9	Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative	Amendements pour traiter du cas fréquent d'instruments contenant une clause de paiement anticipé lorsque l'exercice de cette clause entraîne un remboursement inférieur à la somme du capital et des intérêts restant dus.	Pas d'impacts significatifs
Amendements à IAS 19	Modification, réduction ou liquidation d'un régime	Ces amendements limités clarifient le fait qu'une société doit utiliser ces hypothèses actuarielles mises à jour pour évaluer le coût des services actuels et l'intérêt net au titre des prestations définies.	Pas d'impacts significatifs
Amendements à IAS 28	Intérêts à long-terme dans des entités associées et des coentreprises	Ajout d'un paragraphe clarifiant ainsi qu'IFRS 9, y compris les dispositions relatives à la dépréciation, s'applique aux intérêts à long terme dans les entreprises associées et les coentreprises. Pour appliquer IFRS 9, il n'est pas tenu compte des pertes de l'entité associée ou de la coentreprise, ni de toute dépréciation de l'investissement net qui seraient comptabilisées en application d'IAS 28.	Pas d'impacts significatifs

L'application de ces textes a été sans effet significatif sur les périodes présentées sauf pour le cas d'IFRS 16 dont l'application et les impacts ont été présentés dans la note 1.3.

12.2. NORMES, AMENDEMENTS DE NORMES ET INTERPRETATIONS ET D'APPLICATION OPTIONNELLE A COMPTER DES EXERCICES OUVERTS A PARTIR DU 1ER JANVIER 2019

Publications de l'IASB non encore approuvées par l'Union Européenne :

Les normes, amendements de normes et interprétations publiés et non encore approuvés par l'Union Européenne sont listés ci-dessous :

- Amendements aux références du cadre conceptuel dans les normes IFRS ;
- Amendements à IAS 1 et IAS 8 – Définition de la matérialité ;
- Amendements à IFRS 3 – Regroupements d'entreprises,
- IFRS 17 – Contrats d'assurance.

Le groupe Edenred n'a pas choisi d'appliquer de manière anticipée ces textes au 1^{er} janvier 2019.





RAPPORT DES CAC SUR L'EXAMEN LIMITE DES COMPTES

DELOITTE & ASSOCIES

6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense cedex
S.A. au capital de € 1.723.040
572 028 051 R.C.S Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La-Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

EDENRED S. A.

Société Anonyme
166-180 Boulevard Gabriel Péri
92240 Malakoff

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2019

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Edenred S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe 1.3 des notes annexes aux comptes consolidés semestriels résumés qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2019, de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense, le 23 juillet 2019

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

Patrick Suissa

ERNST & YOUNG Audit

Philippe Diu



DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU DOCUMENT

Attestation du responsable du Rapport financier semestriel 2019

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Malakoff, le 23 juillet 2019

Bertrand Dumazy

Président-directeur général